

EVIDENCE

OTTAWA, Thursday, March 3, 2022

The Standing Senate Committee on Energy, the Environment and Natural Resources met by video conference this day at 9:03 a.m. (ET) to study emerging issues related to the committee's mandate.

Senator Paul J. Massicotte (*Chair*) in the chair.

[*Translation*]

The Chair: I'm Senator Paul Massicotte from Quebec. I'm the chair of this committee.

Today, we're conducting a hybrid meeting of the Standing Senate Committee on Energy, the Environment and Natural Resources.

Before we get started, I would like to remind senators and witnesses to please keep your microphones muted at all times unless the chair calls on you. When you speak, please do so slowly and clearly.

For those participating by Zoom, please use the "raise hand feature" to take the floor. For the others in the room, please let the clerk know if you wish to speak.

I'll do my best to get to everyone who wants to ask a question. To that end, I ask that you keep your questions and preambles brief. This also applies to the witnesses, if possible.

Should any technical issue arise, particularly in relation to the interpretation, please let the chair or the clerk know so that we can resolve the issue quickly.

Please note that we may suspend the meeting if technical issues arise so that all members can fully participate in the meeting.

I would now like to introduce the committee members who are participating in today's meeting. We're joined by Senator Margaret Dawn Anderson from the Northwest Territories; Senator David Arnot from Saskatchewan; Senator Claude Carignan from Quebec; Senator Roza Galvez from Quebec; Senator Clément Gignac from Quebec; Senator Mary Jane McCallum from Manitoba; Senator Julie Miville-Dechéne from Quebec; Senator Judith Seidman from Quebec; Senator Karen Sorensen from Alberta; and Senator Josée Verner from Quebec.

I would like to welcome all of you, as well as the Canadians across country who are tuning in.

Today we're meeting pursuant to our general order of reference.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le jeudi 3 mars 2022

Le Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles se réunit aujourd'hui, à 9 h 3 (HE), par vidéoconférence, pour étudier de nouvelles questions concernant le mandat du comité.

Le sénateur Paul J. Massicotte (*président*) occupe le fauteuil.

[*Français*]

Le président : Je m'appelle Paul Massicotte. Je suis un sénateur du Québec et je suis président du comité.

Aujourd'hui, nous tenons une séance hybride du Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles.

Avant de commencer, j'aimerais rappeler aux sénateurs et aux témoins que vous êtes priés de garder votre micro éteint en tout temps à moins d'être reconnu par le président. Lorsque vous parlez, veuillez le faire lentement et clairement.

Pour ceux qui prennent part à cette réunion sur Zoom, veuillez utiliser la fonction main levée pour prendre la parole. Pour les autres personnes présentes dans la salle, je vous demande d'indiquer à la greffière votre désir de parler.

Je ferai dans mon mieux pour permettre à tous ceux qui veulent poser une question de le faire, mais pour y arriver, je vous demande d'être bref dans vos questions et préambules. Cela s'applique également aux témoins, si possible.

Si un problème technique survient, surtout si cela concerne l'interprétation, veuillez le signaler au président ou à la greffière pour que nous puissions le régler rapidement.

Veuillez noter qu'il est possible que nous suspendions la réunion si des problèmes techniques surviennent afin que tous les membres puissent participer pleinement à la réunion.

Maintenant, j'aimerais présenter les membres du comité qui participent à la réunion d'aujourd'hui : la sénatrice Margaret Dawn Anderson, des Territoires du Nord-Ouest; le sénateur David Arnot, de la Saskatchewan; le sénateur Claude Carignan, du Québec; la sénatrice Roza Galvez, du Québec; le sénateur Clément Gignac, du Québec; la sénatrice Mary Jane McCallum, du Manitoba; la sénatrice Julie Miville-Dechéne, du Québec; la sénatrice Judith Seidman, du Québec; la sénatrice Karen Sorensen, de l'Alberta; la sénatrice Josée Verner, du Québec.

Bienvenue à tous, chers collègues, ainsi qu'à tous les Canadiens et Canadiennes qui nous regardent.

Aujourd'hui, nous réunissons conformément à notre ordre de renvoi général.

Our first panel consists of representatives of the Office of the Auditor General of Canada. We're joined by Jerry DeMarco, Commissioner of the Environment and Sustainable Development; Kimberley Leach, Principal; James McKenzie, Principal; and Francis Michaud, Director. Welcome, everyone. Thank you for accepting our invitation.

The main topic of your fall report entitled *Lessons Learned from Canada's Record on Climate Change* also addresses emissions reduction funds.

Mr. DeMarco, you have the floor.

[English]

Jerry DeMarco, Commissioner of the Environment and Sustainable Development, Office of the Auditor General of Canada: We are happy to be before your committee today. I would like to acknowledge that this hearing is taking place on the traditional unceded territory of the Algonquin Anishinaabe people.

As you know, I presented five reports to Parliament on November 25, 2021. Today, I will focus my opening remarks on the two reports that I understand are of most interest to the committee: *Lessons Learned from Canada's Record on Climate Change* and *Emissions Reduction Fund*.

With me today are Kimberley Leach, James McKenzie and Francis Michaud, who were responsible for my recent reports.

First, I would like to focus on *Lessons Learned from Canada's Record on Climate Change*. This report is not an audit but a summary of lessons learned from Canada's climate change efforts since 1990. After more than 30 years, the trend in Canada's greenhouse gas emissions, which create harmful climate impacts, is going up. Despite repeated government commitments to decrease emissions, they have increased by more than 20% since 1990.

Canada was once a leader in the fight against climate change. However, after a series of missed opportunities, it has become the worst performer of all G7 nations since the landmark Paris Agreement on climate change was adopted in 2015. There has been some recent momentum in the form of legislation and stronger plans, so I'm still optimistic that Canada's performance can be turned around. However, we can't continue to go from failure to failure; we need action and results, not just more targets and plans.

Pour le premier groupe de témoins, nous accueillons, du Bureau du vérificateur général du Canada, Jerry DeMarco, commissaire à l'environnement et au développement durable, Kimberley Leach, directrice principale, James McKenzie, directeur principal, et Francis Michaud, directeur. Bienvenue à vous tous et merci d'avoir accepté notre invitation.

Le sujet principal de votre rapport publié à l'automne et intitulé *Leçons tirées de la performance du Canada dans le dossier des changements climatiques* porte également sur les fonds de réduction des émissions.

Monsieur DeMarco, vous avez la parole.

[Traduction]

Jerry DeMarco, commissaire à l'environnement et au développement durable, Bureau du vérificateur général du Canada : C'est avec plaisir que nous témoignons devant le comité aujourd'hui. Je tiens à reconnaître que cette audience se déroule sur le territoire traditionnel non cédé du peuple algonquin anishinabe.

Comme vous le savez, j'ai présenté cinq rapports au Parlement le 25 novembre 2021. Aujourd'hui, ma déclaration portera sur les deux rapports qui, à ma connaissance, intéressent particulièrement le comité, et qui s'intitulent respectivement *Leçons tirées de la performance du Canada dans le dossier des changements climatiques* et *Fonds de réduction des émissions*.

Je suis accompagné aujourd'hui de Kimberley Leach, de James McKenzie et de Francis Michaud, qui étaient responsables de mes rapports présentés récemment.

Tout d'abord, j'aimerais me pencher sur les *Leçons tirées de la performance du Canada dans le dossier des changements climatiques*. Ce rapport n'est pas un audit, mais un sommaire des leçons tirées des mesures que prend le Canada pour lutter contre les changements climatiques depuis 1990. Après plus de 30 ans, les émissions de gaz à effet de serre, qui ont des effets dommageables sur le climat, sont en hausse au Canada. En dépit des engagements répétés du gouvernement visant à réduire les émissions au pays, celles-ci ont augmenté de plus de 20 % depuis 1990.

Le Canada a déjà été un chef de file dans la lutte contre les changements climatiques. Toutefois, après une série d'occasions ratées, il détient désormais la pire performance de tous les pays du G7 depuis l'adoption de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, entente historique conclue en 2015. Il y a eu un certain élan récemment : des lois ont été adoptées et des plans très ambitieux ont été établis. J'ai donc bon espoir que les résultats du Canada dans ce dossier s'amélioreront. Par contre, nous ne pouvons pas continuer d'aller d'échec en échec. Il est temps de prendre des mesures et d'obtenir des résultats au lieu de se contenter d'établir d'autres cibles et d'autres plans.

At the heart of this report are eight lessons learned from Canada's action and inaction on the enduring climate crisis. Leadership is the first lesson. Stronger leadership and coordination are needed to drive progress on climate change. Other lessons include reducing dependence on high-emission industries, learning to adapt to climate change impacts, investing in a climate-resilient future, increasing public awareness, acting on and not just speaking about climate targets, involving all climate solution actors and protecting the interests of future generations.

To help frame discussions on climate change, our report provides critical questions that legislators and others can consider to prompt action against commitments. We have provided these in an appendix to this statement for your reference today.

[Translation]

I'll turn now to our audit of the Emissions Reduction Fund for the oil and gas sector. This fund was part of the measures that the Government of Canada rolled out in response to the COVID-19 pandemic. It aimed to reduce harmful emissions while maintaining employment and encouraging investments in oil and gas companies.

We found that the program was poorly designed. It didn't link funding to net emission reductions from conventional onshore oil and gas operations. For example, in two-thirds of the 40 projects funded by the Emissions Reduction Fund's first intake period, companies stated in their applications that the funding would allow them to increase their production levels. When production increases, so do the related emissions. These increases weren't reflected in Natural Resources Canada's projections.

To help Canada achieve its national targets for reducing greenhouse gas emissions, Natural Resources Canada should make sure that its policies, programs and measures are based on reliable estimates of expected emission reductions.

The COVID-19 pandemic has shown that, in a crisis, strong and concerted government action has a positive impact. The enduring crisis of climate change looms larger than ever. Like pandemics, climate change is a global crisis. Experts have been raising the alarm about this crisis for decades. Pandemics and

Le rapport se compose essentiellement de huit leçons tirées de l'action et de l'inaction du Canada pendant la crise climatique qui perdure. La première leçon souligne l'importance du leadership. La progression de la lutte contre les changements climatiques exige un leadership et une coordination plus efficaces. Les autres leçons portent sur la nécessité de réduire la dépendance envers les secteurs à fortes émissions, de s'adapter aux effets des changements climatiques, de mieux sensibiliser le public, d'investir dans un avenir résilient face aux changements climatiques, de prendre des mesures concrètes pour atteindre les cibles climatiques et non pas seulement en parler, de faire participer toutes les parties prenantes à l'action climatique et de protéger les intérêts des générations futures.

Pour aider à encadrer les discussions sur les changements climatiques, notre rapport pose des questions fondamentales que les législateurs et d'autres décideurs peuvent prendre en considération pour donner suite aux engagements. Ces questions sont jointes en annexe à la présente déclaration, à titre d'information.

[Français]

Je vais maintenant me tourner vers notre audit du Fonds de réduction des émissions pour le secteur pétrolier et gazier. Ce fonds faisait partie des mesures mises en place par le gouvernement du Canada en réponse à la pandémie de COVID-19. Il visait à réduire les émissions nocives tout en préservant les emplois et en attirant les investissements dans les sociétés pétrolières et gazières.

Nous avons constaté que le programme avait été mal conçu, car il n'établissait pas de lien entre le financement reçu et les réductions d'émissions nettes provenant d'exploitations classiques de pétrole et de gaz côtières et infracôtières. Par exemple, pour les deux tiers des 40 projets financés par le Fonds de réduction des émissions lors de la première période d'inscription, les sociétés ont indiqué dans leur demande que le financement leur permettrait d'accroître leurs niveaux de production. Or, lorsque la production augmente, les émissions découlant de cette production augmentent aussi, et ces augmentations n'ont pas été prises en compte dans les projections de Ressources naturelles Canada.

Pour aider le Canada à atteindre les cibles nationales de réduction des gaz à effet de serre, Ressources naturelles Canada devrait veiller à ce que ses politiques, programmes et mesures soient fondés sur des estimations fiables de réduction des émissions attendues.

La pandémie de la COVID-19 nous a démontré qu'en temps de crise, les mesures fermes et concertées du gouvernement peuvent avoir une incidence positive. Une crise climatique à long terme nous menace plus que jamais. Les changements climatiques, comme les pandémies, constituent

climate change both carry risks to human health. Both require whole-of-society responses to protect present and future generations.

In closing, the federal government must achieve real outcomes when it comes to environmental protection and sustainable development — not just words on paper or unfulfilled promises. All too often, Canada's environmental commitments aren't met with the action needed to protect air, land, water and wildlife, now and for future generations. We urgently need to reverse this trend.

Mr. Chair, this concludes my opening remarks. We're happy to answer the committee's questions.

The Chair: Thank you, Mr. DeMarco. We appreciate it.

[English]

Senator Seidman: Thank you, Mr. DeMarco, for your presentation. As you know, in September 2015, Canada adopted the United Nations 2030 Agenda for Sustainable Development, which includes 17 Sustainable Development Goals. The sixth goal is to ensure availability and sustainable management of water and sanitation for all.

As the Commissioner of the Environment and Sustainable Development, you have a responsibility to monitor and report on the work done by federal departments and agencies to fulfill the federal government's commitment to implement these Sustainable Development Goals. The Minister of Environment and Climate Change has been mandated by the Prime Minister to establish a Canada water agency to improve freshwater management in Canada. In what way does the establishment of such an agency help Canada meet the sixth sustainable development goal? Given that freshwater management in Canada is a responsibility shared among federal, provincial, territorial and Indigenous governments, is the establishment of a central agency, such as a Canada water agency, an achievable goal?

Mr. DeMarco: Thank you for the question. Yes, the establishment of a central agency can help. I didn't speak about it in my opening statement, but we did release a November report on three water basins and coordination among the departments in the three water basins. We do have James McKenzie here from our office who can speak directly to that report.

une crise mondiale, une crise sur laquelle les experts tirent la sonnette d'alarme depuis des décennies. Les deux posent des risques pour la santé humaine, et, dans les deux cas, l'ensemble de la société doit intervenir pour protéger les générations actuelles et futures.

Pour conclure, le gouvernement fédéral doit obtenir des résultats concrets en matière de protection de l'environnement et de développement durable — pas seulement des mots et des promesses non tenues. Les engagements du Canada en matière d'environnement ne sont pas assez souvent accompagnés des mesures nécessaires pour protéger l'air, le sol, l'eau et la faune pour les générations actuelles et futures. Il est urgent d'inverser cette tendance.

Monsieur le président, je termine ainsi ma déclaration d'ouverture. Nous serions heureux de répondre aux questions du comité.

Le président : Merci, monsieur DeMarco, nous vous en sommes reconnaissants.

[Traduction]

La sénatrice Seidman : Merci, monsieur DeMarco, de cette présentation. Comme vous le savez, en septembre 2015, le Canada a adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies, qui prévoit 17 objectifs de développement durable. Le sixième objectif consiste à garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable.

À titre de commissaire à l'environnement et au développement durable, vous avez la responsabilité de surveiller ce que font les ministères et organismes fédéraux pour mettre en œuvre ces objectifs de développement durable, et d'en faire rapport. Le premier ministre a confié au ministre de l'Environnement et du Changement climatique le mandat d'établir une agence canadienne de l'eau chargée d'améliorer la gestion de l'eau douce au Canada. Comment la création de cette agence pourra-t-elle aider le Canada à atteindre le sixième objectif de développement durable? Étant donné que la gestion de l'eau douce au Canada est une responsabilité partagée entre le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et territoriaux et les gouvernements autochtones, la création d'une agence centrale comme l'agence canadienne de l'eau est-elle un objectif atteignable?

M. DeMarco : Merci de votre question. Oui. L'établissement d'une agence centrale pourrait contribuer à l'atteinte de l'objectif. Je n'en ai pas parlé dans ma déclaration d'ouverture, mais nous avons publié en novembre un rapport portant sur trois bassins hydrographiques et sur l'approche coordonnée des ministères concernant ces bassins. James McKenzie, du Bureau du vérificateur général, qui est parmi nous aujourd'hui, pourra en parler.

Perhaps James could address Senator Seidman's comments regarding cooperation and coordination in the three water basins we looked at in the November report.

James McKenzie, Principal, Office of the Auditor General of Canada: Thank you for your question, senator. Your question regarding the role of the agency and its contribution to the sixth Sustainable Development Goal is important.

We looked more specifically at the collaboration between the Environment and Climate Change Canada and Agriculture and Agri-Food Canada in terms of the collaboration at the level of the science and monitoring that they were conducting. It is clear that both departments are working together. There is room for improvement. We noted that in our report, and we had recommendations to that effect.

We also recognized that there are numerous federal departments and agencies that are involved in water, one way or the other. We chose Environment and Agriculture because of the important roles that they play in terms of scientific activities. But given the number of federal departments, agencies and the other jurisdictions, as you have mentioned, that are involved in managing water resources and, more broadly, other third parties — research organizations, academics, industry associations and, certainly, Indigenous groups across the country — they all have a role and are contributing to the management of water and have vested interests.

I would say that a Canada water agency that is able to take that broader view would certainly contribute to enhancing collaboration. Not only collaboration in terms of the science that we looked at, but also in sharing that information and ensuring that the needs and the interests of organizations are being met by the research that's being done at the federal level.

Senator Seidman: That is a really helpful answer, Mr. McKenzie. I might follow up on that because, at the very end, you noted the importance of the coordination of data, managing the scientific aspects and the communications aspects as well, of course. Do you feel that the federal government has the mechanisms in place to manage the coordination among those multiple jurisdictions, especially through a centralized body?

Mr. McKenzie: Thank you. It would certainly be challenging given the number of organizations. We saw that there was room for improvement just looking at the two federal departments that we examined. But if there is a concerted effort — particularly with respect to not only collaborating on the science and the monitoring but equally as important on the communications —

Peut-être que M. McKenzie pourrait répondre aux commentaires de la sénatrice Seidman sur la collaboration et la coordination dans les trois bassins hydrographiques visés dans le rapport de novembre.

James McKenzie, directeur principal, Bureau du vérificateur général du Canada : Merci de votre question, sénatrice. La question que vous posez sur le rôle de l'agence et sur sa contribution à l'atteinte du sixième objectif de développement durable est très pertinente.

Nous nous sommes penchés sur la collaboration entre Environnement et Changement climatique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, plus particulièrement sur les activités de recherche et de surveillance menées par les deux ministères. Visiblement, les deux ministères travaillent ensemble, mais ils pourraient faire mieux. Nous avons consigné cette observation dans notre rapport et nous avons formulé des recommandations à cet égard.

Nous savons que de nombreux ministères et organismes fédéraux sont impliqués d'une manière ou d'une autre dans la gestion de l'eau. Nous avons choisi Environnement et Agriculture en raison de l'ampleur de leurs activités scientifiques. Par contre, bon nombre de ministères et organismes fédéraux et de gouvernements d'autres paliers, comme vous l'avez mentionné, jouent un rôle dans la gestion des ressources en eau. De façon plus générale, quantité de parties prenantes, d'organismes de recherche, d'universitaires, d'associations du secteur privé et, bien entendu, de collectivités autochtones partout au pays contribuent à la gestion de l'eau et ont des droits acquis.

Selon moi, une agence canadienne de l'eau qui aurait cette vue d'ensemble contribuerait certainement à l'amélioration de la collaboration. Il y aurait amélioration non seulement de l'aspect scientifique, comme nous l'avons examiné, mais aussi de l'aspect de la communication des données scientifiques. L'agence s'assurerait également que les besoins et les intérêts des organisations sont pris en compte dans le cadre des recherches menées par le gouvernement fédéral.

La sénatrice Seidman : Votre réponse était très instructive, monsieur McKenzie. Je vais peut-être poursuivre dans la même veine, car vous avez mentionné, à la toute fin de votre intervention, l'importance de la coordination des données et des aspects scientifiques et communicationnels. Pensez-vous que le gouvernement fédéral a les mécanismes nécessaires pour gérer, par l'entremise d'un organisme central, la coordination entre tous ces ordres de gouvernement?

M. McKenzie : Merci. Vu le nombre d'organisations concernées, cette tâche serait exigeante. Nous avons constaté des lacunes après avoir seulement examiné deux ministères fédéraux. Par contre, si un effort concerté mettant l'accent sur la communication au même titre que sur les activités de recherche et de surveillance est déployé en vue d'une meilleure

that's a potential role that an agency could play, being able to consolidate that information and share it with the various organizations.

It would be challenging, as I mentioned, but I think that the mechanisms would exist to help facilitate that. An agency that has a broader scope would be well placed to play that role.

Senator Seidman: Thank you very much. That's very helpful.

Senator Galvez: Thank you, Mr. DeMarco, for your remarks.

For someone who follows what is going on with climate change and emissions, your reports were not a surprise. Still, it was very shocking to learn about the Emissions Reduction Fund, which had almost the opposite effect of what was desired. I want to ask you a few questions about that.

Given that big amounts of money were given for reducing emissions but it had the opposite effect of increasing production, would you consider this type of assistance a subsidy or a subvention to the oil and gas industry?

We see that money still flows into this polluting sector and that we are not obtaining our targets. So we have this dislocation and, as you have said many times, we don't walk the talk.

What can we do about the financial sector in order to align with all the commitments that we have internationally and also our own commitments here domestically with the new legislation that we are given?

If I have time, I will ask a third question.

Mr. DeMarco: Thank you, Senator Galvez. The Emissions Reduction Fund is a fossil fuel subsidy. We are in the third round now of that fund. Most of the fund is still in the kitty and ready to be disbursed. The federal government has committed to making changes for the third round of funding. We'll have to see whether there are improvements that are made in response to the recommendations we made.

Most definitely it is a fossil fuel subsidy. It targets methane, which is regulated under the Canadian Environmental Protection Act and that itself is meant to operationalize the "polluter pays" principle. So it is an interesting issue, with the choice to fund emissions reductions or at least attempt to fund emissions reductions while also, ostensibly, implementing the "polluter pays" principle.

collaboration, une agence pourrait être investie de la mission de regrouper ces informations et de les communiquer aux diverses organisations.

Comme je l'ai mentionné, cette tâche serait ardue, mais je pense que nous disposons des mécanismes pour la mener à bien. Un organisme doté d'un mandat élargi pourrait très bien jouer ce rôle.

La sénatrice Seidman : Merci beaucoup. Ce que vous dites est très pertinent.

La sénatrice Galvez : Merci de vos commentaires, monsieur DeMarco.

Pour les personnes au courant des changements climatiques et des émissions, vos rapports ne révèlent rien de surprenant. N'empêche, j'ai été consternée d'apprendre que le Fonds de réduction des émissions a eu des effets presque contraires aux effets souhaités. J'aimerais vous poser quelques questions à ce sujet.

Comme les grosses sommes d'argent affectées à la réduction des émissions ont eu l'effet adverse d'accroître la production d'émissions, considéreriez-vous que ce type d'aide est une subvention au secteur pétrolier et gazier?

Nous voyons que des fonds sont encore versés à ce secteur polluant et que nous n'atteignons pas nos cibles. Il y a donc cette aberration et, comme vous l'avez dit plusieurs fois, notre propension à ne pas passer de la parole aux actes.

Que pouvons-nous faire, dans le secteur financier, pour remplir à la fois nos engagements internationaux et nos engagements au pays conformément aux nouvelles lois que nous devons respecter?

Si le temps le permet, je vais poser une troisième question.

M. DeMarco : Merci, sénatrice Galvez. Le Fonds de réduction des émissions est une subvention aux combustibles fossiles. Nous en sommes à la troisième période d'inscription du programme. La majeure partie du financement est dans la caisse et prêt à être versé. Le gouvernement fédéral s'est engagé à apporter des changements à temps pour la troisième ronde de financement. Nous devons vérifier si des améliorations se produisent à la suite des recommandations que nous avons formulées.

De toute évidence, il s'agit d'une subvention aux combustibles fossiles. Ce financement est versé pour contrer les émissions de méthane, qui sont visées dans un règlement pris en vertu de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement ayant pour objet l'opérationnalisation du principe du pollueur-payeur. Nous avons un choix intéressant. Nous pouvons soit financer la réduction des émissions, ou au moins tenter de le faire, soit mettre en œuvre de façon explicite le principe du pollueur-payeur.

The issue of most concern with the implementation of that fund is the failure of Natural Resources Canada to look at net emissions. This remains a difference between our view and the department's view to this day. We've had several hearings about this now. We are saying that the principle of comprehensiveness needs to be looked at in the Emissions Reduction Fund so that increases in production are factored in and that they do not just look at the particular emission reduction equipment that was installed but also the net effect of, for example, in many of these applications, the indication from the applicant that they would increase production. And with production increases, emissions increase. So that's the answer to the first question.

The second question, on lesson 4 from our *Lessons Learned from Canada's Record on Climate Change* report, focuses on the financial aspects of addressing climate change. There have been some recent developments, including, for example, under the Net-Zero Emissions Accountability Act, the Minister of Finance now has to report annually, once that section comes into play, section 23, I believe it is. Once that comes into force, the Minister of Finance will be reporting annually on risks and opportunities related to climate. The global momentum on this in the government sector and in the private sector within the world of ESG — the environmental, social and governance issues — it is moving along quite rapidly.

I would say Canada has been slow off the mark, in terms of participating in the momentum regarding climate finance. It has some catching up to do.

We will likely see, because of the content of the mandate letters to the Minister of Finance and to the Minister of Environment and Climate Change, some initiatives in that regard in the coming year.

Senator Arnot: Thank you, Mr. De Marco, for your opening remarks. I would like to focus on Report 6, *Departmental Progress in Implementing Sustainable Development Strategies—Healthy Coasts and Oceans, Pristine Lakes and Rivers, and Sustainable Food*, which applies to 12 departments and agencies. I notice that the progress in reporting was very poorly performed. There were a number of deficiencies and weaknesses there and 50% of the results on actions were not reported at all.

What is your strategy to bring more motivations to those departments and agencies and to bring rigour, focus and intention to the commitments? If you apply lesson 1 to that

La principale source de préoccupations liées à la mise en œuvre de ce fonds est l'incapacité de Ressources naturelles Canada de se pencher sur les émissions nettes. Voilà une divergence qui existe toujours entre notre point de vue et le point de vue du ministère. Nous avons tenu bon nombre d'audiences à ce sujet. Selon nous, le Fonds de réduction des émissions doit être examiné selon le principe d'exhaustivité pour que l'augmentation de la production soit prise en compte. En effet, on ne doit pas se contenter d'examiner l'équipement de réduction des émissions qui a été installé, mais bien l'effet net, par exemple, comme cela est indiqué dans de nombreuses demandes, de l'augmentation prévue de la production par le demandeur. Or, l'augmentation de la production entraîne l'augmentation des émissions. Voilà la réponse à la première question.

La deuxième question est liée à la quatrième leçon présentée dans le rapport *Leçons tirées de la performance du Canada dans le dossier des changements climatiques*, qui porte sur les aspects financiers de la lutte contre les changements climatiques. Des changements ont été apportés récemment. Par exemple, la Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité exige que la ministre des Finances prépare et rende public un rapport annuel au titre, je pense, de l'article 23 de cette loi, aussitôt que cette disposition entrera en vigueur. Dès l'entrée en vigueur de l'article 23, la ministre des Finances devra présenter un rapport annuel sur les occasions et les risques liés aux changements climatiques. Les efforts consentis mondialement par les secteurs public et privé concernant les facteurs ESG — environnementaux, sociaux et de gouvernance — évoluent plutôt rapidement.

Je dirais que le Canada est très lent à prendre part aux efforts visant l'aspect financier de la lutte contre les changements climatiques. Il y a du rattrapage à faire.

Vu le contenu de la lettre de mandat de la ministre des Finances et du ministre de l'Environnement et du Changement climatique, des initiatives seront probablement prises en ce sens dans l'année à venir.

Le sénateur Arnot : Merci de votre déclaration d'ouverture, monsieur De Marco. J'aimerais parler du rapport 6, intitulé *Progrès réalisés par les ministères et organismes dans la mise en œuvre des stratégies de développement durable — Côtes et océans sains, Lacs et cours d'eau vierges et Alimentation durable*, qui s'applique à 12 ministères et organismes. J'ai constaté que les progrès réalisés sont très minces. Le rapport dénombre quantité de lacunes et de faiblesses. En fait, la moitié des résultats des mesures n'ont pas été présentés.

Quelle stratégie comptez-vous mettre en œuvre pour motiver davantage ces ministères et ces organismes et faire en sorte que leurs engagements soient plus rigoureux, plus clairs et

question, how have those departments and agencies performed post their commitment to accept those recommendations in the report?

Mr. DeMarco: Thank you, Senator Arnot. I will introduce our response to that question before turning the microphone over to Francis Michaud regarding the responses to the recommendations.

For the information of everybody else, Senator Arnot is referring to the report on sustainable development strategies implementation. This is a report that we produce annually and it is a required report from our office from the Auditor General Act that cross-references the Federal Sustainable Development Act. And you made a link, Senator Arnot, between that report and lesson 1 from our *Lessons Learned from Canada's Record on Climate Change* report, which is about leadership.

We are in the process of modifying our own approach. We have learned our own lessons from years of doing the Federal Sustainable Development Strategy reports. Mr. Michaud can talk to you both about the changes we are making to our approach and the hoped-for changes from the departments as well as the responses to the specific recommendation from Report 6.

Francis Michaud, Director, Office of the Auditor General of Canada: Thank you for your question. We've been auditing the contribution by departments and agencies to the Federal Sustainable Development Strategy for many years. Over the last cycle, the 2019 to 2022 cycle, we noticed serious shortcomings in terms of progress reporting, and it has been like this for every year that we audited this. For the next cycle, we decided to audit whether departments contributed directly to the targets that are part of the strategy. There are more than 30 targets to implement the strategy.

For this year, fiscal year 2020-21, we selected one target under the goal of healthy wildlife populations. This is a new approach that we took this year, compared to the previous years, to focus more on the impacts of the departments on plans to contribute to the implementation of the Federal Sustainable Development Strategy.

One thing that is a significant change that happened last year was amendments to the Federal Sustainable Development Act that came into effect December 2020. That expanded the number of organizations that must contribute to developing the Sustainable Development Strategy. So the total number of organizations subject to the act is now 99. There is a significant increase of organizations to audit. For the cycle 2022 to 2026, we will have to audit their contribution to the next strategy.

mieux ciblés? Si vous appliquez la leçon 1 à cette question, quels progrès ces ministères et ces organismes ont-ils réalisés après s'être engagés à donner suite aux recommandations formulées dans le rapport?

M. DeMarco : Merci, sénateur Arnot. Je vais amorcer la réponse à votre question avant de céder la parole à Francis Michaud, qui parlera de la mise en œuvre des recommandations.

Pour que tout le monde le sache, le sénateur Arnot veut parler du rapport sur la mise en œuvre de stratégies de développement durable. Nous produisons ce rapport annuellement conformément aux dispositions de la Loi sur le vérificateur général qui renvoient à la Loi fédérale sur le développement durable. Vous établissez un lien, sénateur Arnot, entre ce rapport et la leçon 1 du rapport intitulé *Leçons tirées de la performance du Canada dans le dossier des changements climatiques*, qui porte sur le leadership.

Nous sommes en train de modifier notre approche. Nous avons tiré des enseignements de tous ces rapports sur les stratégies de développement durable que nous avons produits au fil des années. M. Michaud pourra vous parler des changements que nous comptons apporter à nos propres méthodes, de ceux que devraient apporter les ministères ainsi que des réponses à la recommandation formulée dans le rapport 6.

Francis Michaud, directeur, Bureau du vérificateur général du Canada : Merci de votre question. Nous menons des audits sur la contribution des ministères et des organismes à la Stratégie fédérale de développement durable depuis des années. Lors de chaque audit que nous avons mené sur la question au cours du dernier cycle, c'est-à-dire de 2019 à 2022, nous avons constaté de graves lacunes liées à l'exigence de production de rapports sur les progrès réalisés. Au prochain cycle, nous avons décidé de vérifier si les ministères ont contribué directement ou non aux cibles prévues dans la stratégie. Il y a plus de 30 cibles à atteindre dans le cadre de la stratégie.

Pour l'exercice 2020-2021, nous avons sélectionné une cible rattachée à l'objectif consistant à protéger les espèces sauvages. Contrairement à ce que nous avons fait les années précédentes, nous nous sommes concentrés davantage cette année sur l'influence exercée par les ministères sur les plans de contribution à la mise en œuvre de la Stratégie fédérale de développement durable.

Parmi les changements majeurs survenus l'an dernier, il faut mentionner les modifications apportées à la Loi fédérale sur le développement durable, qui sont entrées en vigueur en décembre 2020. Ces modifications ont eu pour effet d'accroître le nombre d'organisations qui doivent contribuer à l'élaboration de la Stratégie fédérale de développement durable. Il y a donc 99 organisations assujetties à la loi à présent. Le nombre d'organisations que nous devons vérifier a augmenté

Senator Gignac: Welcome, commissioner. Just like my colleague Senator Galvez, I am concerned with the fact that two thirds of 40 projects funded by the Emissions Reduction Fund has assisted with the increase of production. But these days there is a huge game changer in Europe with what has happened. As you know, or you may know, Russia is in fact the third-largest oil producer and is the second-largest natural gas producer. In Europe now, countries are likely re-evaluating the reliability as an energy supplier to Europe, Germany and France. Some experts suggest that maybe Canada could be a solution as a reliable supplier of energy in Europe.

I know that your role as a commissioner is more to analyze whether Canada reaches its targets in terms of greenhouse gas emission reductions. Climate change, as you know, is a significant challenge. By the same token, when we talk about leadership, we have to be sensitive to what happened in Europe.

Do you have any thoughts regarding the path that Canada has to use — fighting climate change, but be a reliable partner if Germany, France, Italy knock on our door for natural gas or liquified natural gas or something like that?

For me, I think it's something that I have difficulty in reconciling, what the best choice for Canada will be, because, after all, we live in the same global village and on the same planet.

I think that environment is very important but governance is very important as well. I think some partners look at Canada. They will have a huge impact on greenhouse emissions for Canada, but not necessarily overall for the planet if they are a new supplier for European countries.

Mr. DeMarco: Thank you, Senator Gignac.

As you know, our report predates the terrible situation that is occurring right now in Ukraine. I can offer some thoughts on the issues that you raise.

First of all, going back to something that I mentioned in my opening statement, when production increases, emissions increase, not only at the facility but also in whatever country is consuming that fossil fuel.

considérablement. Pour le cycle allant de 2022 à 2026, nous devons vérifier la contribution de ces organisations à la prochaine stratégie.

Le sénateur Gignac : Bienvenue, monsieur le commissaire. À l'instar de la sénatrice Galvez, je suis préoccupé par le fait que les deux tiers des 40 projets financés par le Fonds de réduction des émissions ont contribué à l'augmentation de la production. En revanche, ces jours-ci, les événements en Europe changent énormément la donne. Comme vous le savez peut-être, la Russie est le troisième producteur de pétrole et le deuxième producteur de gaz naturel. À l'heure actuelle, en Europe, certains pays comme l'Allemagne et la France réévaluent probablement la fiabilité de la Russie comme fournisseur d'énergie. Certains experts affirment que le Canada pourrait peut-être devenir un fournisseur d'énergie fiable pour l'Europe.

Je sais que vos fonctions de commissaire consistent plutôt à analyser dans quelle mesure le Canada atteint ses cibles de réduction de gaz à effet de serre. Vous le savez : les changements climatiques présentent un problème de taille. En même temps, sur le plan du leadership, nous devons tenir compte de ce qui se passe en Europe.

Avez-vous une opinion sur l'orientation que devrait prendre le Canada? Devrait-il lutter contre les changements climatiques ou se présenter comme un partenaire fiable pour l'Allemagne, la France ou l'Italie si ces pays nous demandent de leur fournir des ressources telles que du gaz naturel ou du gaz naturel liquéfié?

Personnellement, j'ai de la difficulté à concilier les deux options et à déterminer ce qui constituerait le meilleur choix pour le Canada. Après tout, nous vivons dans le même village global et sur la même planète.

Je pense que l'environnement est très important, mais que la gouvernance l'est tout autant. Je pense que certains partenaires s'intéressent au Canada. Ils auront une incidence énorme sur les émissions de gaz à effet de serre au Canada, mais pas nécessairement pour l'ensemble de la planète s'ils deviennent les nouveaux fournisseurs des pays européens.

M. DeMarco : Merci, sénateur Gignac.

Comme vous le savez, notre rapport a été produit avant la terrible situation qui se déroule en Ukraine. Je peux vous faire part de quelques réflexions sur les préoccupations que vous avez soulevées.

Tout d'abord, pour revenir à l'une des choses que j'ai mentionnées dans ma déclaration d'ouverture, l'augmentation de la production va de pair avec l'augmentation des émissions. Cela vaut non seulement dans les installations, mais aussi dans le pays qui consomme les combustibles fossiles en question.

We are supposed to be on a road towards net zero in 2050. The past 30 years have seen efficiencies gained in terms of emissions intensity. However, because the rate of production was going up at a faster rate, unlike our G7 colleagues, Canada's emissions went up. So we have to address that fundamental problem between now and our 2030 target and the 2050 target of net zero.

Having said that, no one is suggesting that we can switch off fossil fuels immediately. So there will be issues like those you just described that come up where immediate needs need to be addressed. We don't have the capacity in terms of non-emitting sources to make a wholesale change from fossil fuels to renewables, for example, in a matter of years. It will take some time.

It's a difficult question. I'm not in the position to answer your question fully. I do wish to reiterate that any short-term decisions that lead to increase in production partly account for why Canada's emissions graph has gone up over the past 30 years. We do have to tackle that at some point or another if we are going to make our contribution to address the global climate change crisis.

Senator Gignac: It's more food for thought.

I think an increase in the carbon tax is one solution. We will use the receipts to invest more in the new technology, carbon capture or other things, to improve the intensity reduction, improve the efficiency. Is that something that you will suggest to government, that at some point if we have to "accommodate" our partners in Europe that, by the same token, one solution will be to accelerate the carbon tax increase and invest more in technology? Is that one approach that you will recommend?

Mr. DeMarco: Carbon pricing is an essential component of Canada's current plan. We will have a new plan later this month under the Canadian Net-Zero Emissions Accountability Act. We will have to see what contribution it makes.

Next hour, you have the Parliamentary Budget Officer, who has done some analysis in terms of the contribution of carbon pricing to the overall target, to the previous target of 30%; carbon pricing was going to contribute more than 50% of the target, so it's a major component of Canada's plan to reduce emissions.

The question of accelerating the price increase is a matter of policy for the government of the day to decide. We do know that Canada has signalled to the market and to Canadians the stepwise increases from now to 2030 in terms of the \$170 price that will be coming. That price is much higher than it is today. It

Nous sommes censés atteindre la carboneutralité en 2050. Des gains d'efficacité ont été réalisés en matière d'intensité des émissions depuis les 30 dernières années. Toutefois, parce que le taux de production a augmenté plus rapidement que les gains, contrairement à ce qui s'est produit dans les autres pays du G7, les émissions se sont accrues au Canada. Nous devons donc régler ce problème fondamental pour atteindre notre cible de 2030 et notre cible de carboneutralité en 2050.

Cela dit, personne ne dit de mettre fin immédiatement à l'exploitation des combustibles fossiles. Des enjeux comme ceux que vous venez de décrire surviendront et devront être réglés immédiatement. Nous n'avons pas les capacités nécessaires dans le secteur des sources non émettrices pour effectuer un changement radical qui permettrait de troquer les combustibles fossiles contre les énergies renouvelables, disons, dans quelques années. Cela prendra du temps.

C'est une bonne question. Je ne suis pas en mesure d'y répondre totalement. J'aimerais réitérer que toutes les décisions à court terme qui ont entraîné une augmentation de la production ont contribué en partie à accentuer la courbe des émissions au Canada au cours des 30 dernières années. Nous devons remédier à cela si nous voulons contribuer à juguler la crise climatique mondiale.

Le sénateur Gignac : Il y a là matière à réflexion.

Je pense que l'augmentation de la taxe sur le carbone est une des solutions. Nous utiliserons les revenus pour investir davantage dans les nouvelles technologies, la capture de carbone et d'autres moyens de réduire l'intensité des émissions et d'accroître l'efficacité énergétique. Allez-vous proposer au gouvernement, si nous devons répondre aux besoins de nos partenaires en Europe, d'accélérer l'augmentation de la taxe sur le carbone et d'investir davantage dans les technologies? Recommanderez-vous cette approche?

M. DeMarco : La tarification du carbone est une composante essentielle du plan actuel du Canada. Nous aurons un nouveau plan plus tard ce mois-ci, conformément à la Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité. Nous verrons quelles contributions y seront prévues.

Dans la prochaine heure, nous entendrons le directeur parlementaire du budget, qui a réalisé des analyses sur le rôle que joue la tarification du carbone dans l'atteinte de la cible globale et de la cible précédente de 30 %. Comme la tarification du carbone allait contribuer à l'atteinte de la cible à raison de plus de 50 %, elle est une composante majeure du plan canadien de réduction des émissions.

La décision concernant l'accélération de la hausse de la tarification est arrimée aux politiques du gouvernement au pouvoir. Nous savons que le Canada a signalé au marché et aux Canadiens que le prix à la tonne grimpera graduellement pour s'établir à 170 dollars la tonne en 2030. Ce prix est beaucoup

is lower than some other countries in Europe though, so there is the opportunity to consider. That's something for the government to decide, as you mentioned.

[Translation]

Senator Carignan: That's the gist of my question. I'd like to follow up with the carbon tax. Isn't the current increase in prices, especially oil prices, which are skyrocketing right now, having the same effect as a massive carbon tax?

The carbon tax hasn't been very effective to date. Have you looked at the effectiveness aspect? Aren't there other ways to meet greenhouse gas reduction targets?

My second question is about the use of the Emissions Reduction Fund. Why provide funding for applications whose justification or rationale states that there will be more oil or gas production? Is funding being allocated based on increased emissions in Canada, but an overall reduction, for example, with the retirement of coal-fired plants in China or in other parts of the world? Is the goal an overall reduction in greenhouse gas emissions, even if emissions will increase locally? Is this part of the justification for awarding the funding?

My first question is about effectiveness and my second is about the fund.

Mr. DeMarco: I'll start with carbon pricing. In the current action plan, which will be amended in a few weeks, the price of carbon is a key factor. It's one of the 64 components of Canada's climate action plan. It constitutes a significant part of the plan. There are many other options, such as regulations, subsidies and behavioural changes by individuals and corporations. Yes, carbon pricing is a key part of the Government of Canada's plan. When the new plan is released in a few weeks, this component will continue to play a major role in meeting the 2030 and 2050 targets and the net-zero emissions target.

In terms of your second question, no, Natural Resources Canada hasn't looked comprehensively at the possibility of reducing net emissions with the projects approved by the program. The department hasn't even looked at the net emissions in Canada. It used a very narrow calculation, but didn't look at emissions in Canada or emissions overall. As I said before, the narrow perspective makes a significant difference. I would recommend that the department take a broader view, as you said, to determine whether net emissions will change as a result of these subsidies.

plus élevé que le prix actuel, mais plus bas que celui en vigueur dans certains pays d'Europe. Voilà donc une occasion à saisir. Il n'en tient qu'au gouvernement, comme vous l'avez mentionné.

[Français]

Le sénateur Carignan : C'est un peu le sens de ma question et j'aimerais poursuivre avec la taxe sur le carbone. L'augmentation actuelle des prix, notamment ceux du pétrole qui explosent en ce moment, n'est-elle pas en train d'avoir le même effet qu'une immense taxe sur le carbone?

La taxe sur le carbone n'a pas démontré une grande efficacité jusqu'à maintenant. Vous êtes-vous penché sur l'aspect de l'efficacité? N'y aurait-il pas d'autres moyens d'atteindre les objectifs de réduction de gaz à effet de serre?

Ma deuxième question concerne l'utilisation du Fonds de réduction des émissions. Comment se fait-il qu'on accorde des fonds aux demandes dont la justification ou le rationnel est que cela entraînera une production accrue de gaz ou de pétrole? Accorde-t-on les fonds en fonction d'une augmentation des émissions au Canada, mais d'une réduction globale, par exemple, avec le retrait de centrales au charbon en Chine ou ailleurs dans le monde? Vise-t-on une réduction globale des émissions de gaz à effet de serre, même si à l'échelle locale elles augmenteront? Est-ce que cela fait partie des justifications pour octroyer le fonds?

Ma première question porte donc sur l'efficacité et ma deuxième porte sur le fonds.

M. DeMarco : Je commencerai avec la question du prix du carbone. Dans le plan d'action actuel, qui sera modifié dans quelques semaines, le prix du carbone est un facteur très important. C'est un des 64 ingrédients de la recette du plan d'action sur le climat au Canada et une partie importante de ce plan. Il existe plusieurs autres options, telles les règlements, les subventions, le changement de comportement des citoyens et des sociétés. Donc, oui, le prix du carbone est très important dans le plan conçu par le gouvernement du Canada. Lorsque le nouveau plan sera publié, d'ici quelques semaines, cet aspect continuera de jouer un rôle important pour l'atteinte des cibles de 2030 et de 2050 en plus de la carboneutralité.

En réponse à votre deuxième question, je dirai que non, Ressources naturelles Canada n'a pas examiné de façon globale s'il y aura une réduction des émissions nettes avec les projets qui ont été homologués par le programme. Le ministère n'a même pas regardé les émissions nettes au Canada. Il a utilisé un calcul très étroit sans toutefois examiner les émissions au Canada ni les émissions de façon globale. Comme je l'ai déjà dit, la perspective de voir les choses de façon étroite est une grande différence. Je recommande que le ministère voit les choses, comme vous l'avez dit, de façon plus large pour savoir si les émissions nettes changeront grâce à ces subventions.

[English]

Senator McCallum: Thank you, Mr. DeMarco, and to those who are here to meet with us today.

I wanted to go to your closing statement where you said that “... actions needed to protect air, land, water, and wildlife, now and for future generations.”

These are all groups that don't have a voice of their own in society and, therefore, I think people find it difficult to take these seriously. How can the federal government ensure that the interests of future generations are included in present decisions? How can the principle of intergenerational equity be incorporated into institutional decision making?

Mr. DeMarco: Thank you for that question, Senator McCallum. This venue is a perfect place to talk about that issue because the Senate has an important role in giving voice to under-represented groups. That has evolved over history from a geographic point of view to a demographic point of view. I would suggest that the Senate is well placed to consider extending from the geographic to the demographic to the temporal as well. Future generations are an under-represented group. Non-human nature is also an under-represented group in terms of biodiversity. These are sectors, if you want to call them that, Senator McCallum, that do not have a voice and that are under-represented. The Senate is well placed to give voice to those that are under-represented in current decision making.

As we note in lesson 8, government decision making tends to focus on the short term. It's also true of the private sector as well, in terms of profits in the next quarter and so on, which has the effect of discounting the interests and the rights of future generations. You see the youth of today standing up more for the youngest generation and, by extension, the generations to come. Canada and governments worldwide have had difficulty factoring long-term problems into political expediency and the pressure for short-term solutions. This, in fact, was a lesson we learned in putting together this report.

Our audits typically look at shorter periods of time, but we thought the root causes of Canada's inaction on climate change had to be looked at from a multi-decade point of view. In this case, we looked at 30 years. This was one example of a government institution, in this case, the Office of the Auditor General through the commissioner, trying to look at things through that longer-term view you just talked about.

[Traduction]

La sénatrice McCallum : Merci, monsieur DeMarco. Merci également aux personnes qui sont venues nous rencontrer aujourd'hui.

Je voulais revenir sur votre déclaration d'ouverture, lorsque vous avez parlé de « [...] mesures nécessaires pour protéger l'air, le sol, l'eau et la faune pour les générations actuelles et futures ».

Comme ces groupes ne peuvent pas se faire entendre dans la société, il est difficile pour la population de les prendre au sérieux. Comment le gouvernement fédéral peut-il s'assurer que les intérêts des générations futures sont pris en compte dans les décisions actuelles? Comment le principe d'équité intergénérationnelle peut-il être intégré au processus institutionnel de prise de décision?

M. DeMarco : Merci de votre question, sénatrice McCallum. L'audience d'aujourd'hui est une occasion parfaite pour aborder cette question parce que le Sénat a un rôle important à jouer dans la défense des intérêts des groupes sous-représentés. Le rôle du Sénat a évolué au cours de l'histoire. Alors qu'il était défini à l'origine selon des critères géographiques, il est aujourd'hui façonné par des considérations démographiques. Je dirais que le rôle du Sénat, après être passé du géographique au démographique, pourrait très bien revêtir une dimension temporelle. Les générations futures forment un groupe sous-représenté. Dans le domaine de la biodiversité, les espèces animales et végétales constituent elles aussi des groupes sous-représentés. Ce sont des secteurs, si vous voulez les appeler ainsi, sénatrice McCallum, qui n'ont pas voix au chapitre et qui sont sous-représentés. Le Sénat pourrait très bien leur donner une voix dans le processus actuel de prise de décision.

Comme nous le faisons remarquer dans la leçon 8, le gouvernement a tendance à prendre des décisions fondées sur le court terme. C'est aussi le cas du secteur privé, dont les décisions sont basées sur les profits à réaliser au prochain trimestre par exemple, ce qui a pour effet d'occulter les droits des générations futures. Les jeunes d'aujourd'hui se soucient davantage des plus jeunes et, par le fait même, des générations à venir. Le Canada et les gouvernements dans le monde ont de la difficulté à envisager les problèmes à long terme en raison de leur penchant pour l'opportunisme politique et pour les solutions à court terme. Voilà une des leçons que nous avons apprises lors de la rédaction de ce rapport.

Habituellement, nos audits visent de courtes périodes, mais nous avons pensé qu'il nous faudrait examiner plusieurs décennies pour déterminer les causes profondes de l'inaction du Canada à l'égard des changements climatiques. Nous nous sommes donc penchés sur les 30 dernières années. Voilà un exemple d'une institution gouvernementale, en l'occurrence le Bureau du vérificateur général, par l'entremise du commissaire, qui tente d'avoir la vue d'ensemble dont vous avez parlé.

If governments were required to do so, just like, for example, in recent years the Canadian Gender Budgeting Act has required a gender-based analysis plus, or GBA+, lens to be applied to important financial decisions made by the federal government, there could also be a requirement to factor in to longer-term considerations.

Looking at the longer term is implicit, in part, in the concept of sustainable development and in the reference to future generations in the Federal Sustainable Development Act, but it is not well operationalized, as you mentioned in your question. That's something the federal government needs to do with many of these horizontal initiatives, whether they be through the United Nations Sustainable Development Goals that Senator Seidman mentioned, GBA+, future generations and so on. The federal government needs to figure out how not to discount the future and under-represented groups in its decision making.

One way would be to require that to be done, similar to what has been done on the gender side with the Canadian Gender Budgeting Act. There are many other mechanisms as well.

Senator McCallum: Would you comment on those other mechanisms, please?

Mr. DeMarco: We touch on this in our report. Some countries have actually established an office responsible for monitoring the government's treatment, if you could call it that, of future generations. This isn't just for environment and sustainable development. There is a financial component, a health component and education component as well. For example, Wales and Hungary have operationalized it by having commissioners for future generations. That's one practical example that exists in other countries.

Given my title has the phrase "sustainability development" in it, I will do my best to operationalize it through our work as evidenced, for example, by the 30-year time frame of our climate report, as opposed to looking at it through the more traditional 2-to-3-year time horizon we see in a program-review type of audit.

[Translation]

Senator Miville-Dechêne: Thank you, commissioner, for your candid responses. I'll focus on Report 5. We know that the federal government has increased its reduction targets, which some say are quite ambitious. My question, as a neophyte, is what happens next? How are the calculations made? Do you have enough transparent data from the government to assess how much of the expected future reductions will result from federal government policies?

Le gouvernement pourrait être tenu de se plier à cette exigence, comme il doit se plier à l'obligation prévue dans la Loi canadienne sur la budgétisation sensible aux sexes, qui contraint le gouvernement fédéral, depuis quelques années, à appliquer l'analyse comparative entre les sexes plus, ou ACS+, aux décisions financières importantes qu'il prend.

La prise en compte du long terme est sous-entendue dans le concept même de développement durable et dans les passages de la Loi fédérale sur le développement durable portant sur les générations futures, mais ce principe n'est pas correctement opérationnalisé, comme vous l'avez souligné dans votre question. Le gouvernement fédéral doit adopter une vision à long terme dans un grand nombre d'initiatives horizontales, que ce soit les objectifs de développement durable des Nations unies, que la sénatrice Seidman a mentionnés, l'ACS+, les générations futures, et j'en passe. Le gouvernement fédéral doit trouver un moyen de ne pas occulter l'avenir et les groupes sous-représentés lors de son processus décisionnel.

Une façon d'y arriver serait d'établir une exigence à cet égard, semblable à l'exigence relative à l'égalité des sexes prévue dans la Loi sur la budgétisation sensible aux sexes. Il existe aussi de nombreux autres mécanismes.

La sénatrice McCallum : Pourriez-vous parler de ces autres mécanismes s'il vous plaît?

M. DeMarco : Notre rapport traite de cette question. Certains pays ont établi un bureau chargé de surveiller le traitement que le gouvernement réserve, si je peux m'exprimer ainsi, aux générations futures. Cette question n'englobe pas seulement l'environnement et le développement durable. Elle touche également aux finances, à la santé et à l'éducation. Par exemple, le pays de Galles et la Hongrie ont opérationnalisé ce principe en nommant un commissaire pour les générations futures. Voilà un exemple de mesure concrète qui a été mise en place dans d'autres pays.

Comme mon titre comprend le terme « développement durable », je fais de mon mieux pour opérationnaliser le concept dans le cadre de notre travail, comme en témoigne, par exemple, la période de 30 ans visée dans le rapport sur le climat, au lieu de l'horizon habituel de deux ou trois ans préconisé dans les audits sur les programmes.

[Français]

La sénatrice Miville-Dechêne : Merci, monsieur le commissaire, pour vos réponses franches. Je vais m'attarder au rapport numéro 5. On sait que le gouvernement fédéral a augmenté ses cibles de réduction qui sont, selon certains, assez ambitieuses. Ma question de néophyte est qu'est-ce qui se passe après? Comment calcule-t-on? Est-ce que vous avez suffisamment de données transparentes de la part du gouvernement pour être capable d'évaluer dans les diminutions

In other words, can we compartmentalize, in this reduction, what stems from government policies and what results from the actions of other players? How can we obtain a relatively scientific measurement of the situation? I must admit that I imagine that it's quite difficult. However, can we be sure?

Mr. DeMarco: Thank you for the question. We are part of the Office of the Auditor General of Canada. We have access to the information we need in order to conduct our analyses and make our observations. We have a new mandate.

Section 24 of the new Canadian Net-Zero Emissions Accountability Act asks us, by 2024 at the latest, to publish reports on the federal government's climate measures. As yet, we have not chosen the option that we are going to use for that report. I would like to hear this committee's observations and recommendations for determining how we can best use our new mandate.

We are listening to you and to the other stakeholders, to find out how to use the new mandate and to ensure that our reports accomplish the things you spoke about previously. We have to publish our first report by 2024, as I said, but we can begin to do so beforehand because we are currently in a crisis. I would like to know whether you have recommendations for us as to our new mandate. We are currently studying it.

Senator Miville-Dechêne: In terms of the Emissions Reduction Fund, like my colleagues, I am quite scandalized when I see what is happening. Aside from talking to the Department of Energy and Natural Resources, is there a mechanism, in your office or elsewhere, for studying these grant programs before they are implemented?

Mr. DeMarco: Only one provision in the act requires the government to consult us before it makes a decision. It applies to the strategy for sustainable development. This year, there will be a new strategy and we are going to be sent the new strategy, and how it will be used, for our comments. As for the other policies, there is no obligation to consult us before decisions are made.

We try through our recommendations to say where problems exist and where they can be improved, in order to get through other stages in the programming process. But the government is not required to listen to our recommendations.

à venir, celles qu'on espère, quelle est la part des politiques du gouvernement fédéral dans ces réductions?

En d'autres mots, est-ce qu'on peut compartimenter, dans cette baisse, ce qui correspond aux politiques du gouvernement et ce qui correspond aux actions des autres acteurs? Comment fait-on pour avoir une mesure relativement scientifique de ce qui se passe? Je vous avoue que j'imagine que c'est assez difficile, mais est-ce qu'on peut être confiant?

M. DeMarco : Merci pour la question. Nous sommes partis du Bureau du vérificateur général du Canada. Nous avons accès à l'information dont nous avons besoin pour faire nos analyses et nos constatations. Nous avons un nouveau mandat.

La disposition numéro 24 de la nouvelle Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité nous demande, d'ici 2024 au moins, de publier des rapports sur les mesures du gouvernement fédéral en ce qui concerne le climat. Nous n'avons pas, jusqu'à maintenant, choisi l'option que nous allons utiliser pour ce rapport. J'aimerais obtenir les observations et les recommandations de ce comité pour savoir comment nous pouvons mieux utiliser notre nouveau mandat.

Nous vous écoutons, vous et les autres parties prenantes, pour savoir comment utiliser le nouveau mandat et nous assurer que nos rapports accomplissent les choses dont vous avez parlé auparavant. Nous devons publier notre premier rapport d'ici 2024, comme je l'ai dit, mais on peut commencer à le faire avant parce qu'il s'agit d'une crise, actuellement. J'aimerais savoir si vous avez des recommandations pour nous concernant notre nouveau mandat. Nous étudions cela en ce moment.

La sénatrice Miville-Dechêne : Pour ce qui est de la question du Fonds de réduction des émissions, comme mes collègues, je suis assez scandalisée de voir ce qui s'est passé. En plus de parler au ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, est-ce qu'il existe un mécanisme d'étude de ces programmes de subvention, à votre bureau ou à un autre, avant leur mise en œuvre?

M. DeMarco : Il y a seulement une disposition dans la loi qui oblige le gouvernement à nous consulter avant de prendre une décision. Cela s'applique à la stratégie pour le développement durable. Cette année, il y aura une nouvelle stratégie et on va nous envoyer l'emploi de cette nouvelle stratégie pour nos commentaires. En ce qui concerne les autres politiques, il n'y a pas l'obligation de nous consulter avant de prendre des décisions.

Nous essayons, au moyen de nos recommandations, de dire où il y a des problèmes et où on peut les améliorer pour franchir d'autres étapes dans le cadre des programmes, mais il n'est pas obligatoire que le gouvernement écoute nos recommandations.

Yes, that is the nature of the Office of the Auditor General. It's our role to look at the government's performance, but it's the government's role to choose the policy.

Senator Miville-Dechêne: Thank you.

[English]

Senator Anderson: Mr. DeMarco, I am from the community of Tuktoyaktuk, which is experiencing profound impacts of climate change. You spoke about inaction regarding climate change. We have been experiencing climate change since the 1950s, but I can tell you that I see drastic changes every time I go home. Every two to three months, I see the impacts of climate change.

In addition to the homes that have been relocated, we anticipate that further community infrastructure, our landfill, several community buildings and our cemetery — our one and only cemetery — will have to be relocated in the future.

In addition to the challenges we're facing, in the 1980s, we had an oil and gas boom. What happened with the oil and gas is that they left a number of slumps, as well as a man-made island that is degrading. They are now leaching into the water, which is affecting the lands and the animals.

Who is responsible for the reparation and remediation of these slumps and this man-made island that sits close to my home? Has it been monitored? Is it being monitored? If so, by whom?

Mr. DeMarco: Thank you for the question. I'll have our team follow up with you in regard to that specific site. I don't have first-hand knowledge of it myself, but I certainly share your concerns.

In exhibit 5.1 of our *Lessons Learned* report, we do talk about the degrading permafrost in the North affecting community infrastructure and traditional ways of life. It's something we have highlighted in our report and is especially important for Northern communities like yours.

Having spent a considerable amount of time some years ago in the Yukon, Northwest Territories and what is now Nunavut, I know — not as well as you do, but I do know — there are significant issues such as the ones you talked about today.

The responsibility is a difficult question. As I mentioned, we will look into that site specifically for you in a follow up, but we have had the same issue in Alberta with orphan wells and with abandoned mines across the North, including Giant Mine, for example, in the Northwest Territories.

Oui, c'est la nature du Bureau du vérificateur général, c'est notre rôle de regarder la performance du gouvernement, cependant c'est son choix de politique.

La sénatrice Miville-Dechêne : Merci.

[Traduction]

La sénatrice Anderson : Monsieur DeMarco, je viens de la communauté de Tuktoyaktuk, qui est aux prises avec les effets profonds des changements climatiques. Vous avez parlé de l'inaction à l'égard de la crise climatique. Nous subissons les changements climatiques depuis les années 1950, mais je peux vous dire que je constate des changements draconiens chaque fois que je retourne chez moi. Tous les deux ou trois mois, je vois les impacts des changements climatiques.

En plus des maisons qui ont déjà été déplacées, nous anticipons que d'autres infrastructures de notre localité devront un jour être relocalisées, tout comme notre site d'enfouissement, plusieurs immeubles communautaires et notre seul et unique cimetière.

En plus de ces difficultés, nous sommes aux prises avec les conséquences du boom pétrolier et gazier des années 1980. Les exploitants ont laissé derrière eux de nombreux affaissements et une île artificielle en dégradation, dont les débris s'échappent dans l'eau, ce qui affecte les sols et les animaux.

Qui est responsable des travaux de réparation et d'assainissement à la suite de dégâts causés par les affaissements et par l'île artificielle qui se trouve près de chez moi? Ces activités ont-elles été surveillées? Le sont-elles en ce moment? Le cas échéant, par qui?

M. DeMarco : Merci de votre question. Je demanderai à notre équipe de faire un suivi avec vous au sujet de ce site. Je ne connais pas bien ce dossier, mais je partage sincèrement vos préoccupations.

La pièce 5.1 de notre rapport sur les leçons tirées fait état de la diminution du pergélisol dans le Nord, qui affecte les infrastructures et les modes de vie traditionnels des collectivités. Cette réalité que nous décrivons dans le rapport touche particulièrement les collectivités nordiques comme la vôtre.

Après avoir passé beaucoup de temps au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et dans ce qui est aujourd'hui le Nunavut, je sais, pas aussi bien que vous, mais je sais que ces régions sont aux prises avec des problèmes considérables comme ceux dont vous avez parlé aujourd'hui.

La question de la responsabilité est complexe. Comme je l'ai mentionné, nous examinerons ce site précis dans le cadre d'un suivi avec vous, mais nous avons observé le même problème avec les puits orphelins en Alberta et les mines abandonnées dans le Nord, notamment la mine Giant dans les Territoires du Nord-Ouest.

The Government of Canada, on paper and in law, has adopted the “polluter pays” principle and the cost-internalization principle, but in practice, that isn’t always the case, especially if the previous owner of the site is no longer a viable financial entity.

The government has an important role in ensuring through mine closure plans, sureties or financial assurance that these orphan sites are not left to the taxpayer or to the community to absorb the financial or social costs in terms of the impacts on communities.

As for historical sites, some of those come from quite some time ago. The government will have to be holding the bag on them, unfortunately, because of past inaction in implementing the “polluter pays” principle. We’ll be happy to follow up with your office to find out more about the site that you’re talking about specifically in Tuktoyaktuk.

The Chair: Do you have a supplementary question, Senator Anderson?

Senator Anderson: No, thank you. I look forward to discussing it with you further.

The Chair: Before I go to Senator Galvez for our second round, I would like to take the time to thank our commissioner. His reports are quite frank and detailed. They hold people accountable. We have been reading reports for 30 years, but this one is very good. I thank you, Mr. DeMarco, for your work and your courage. You give us a bit of hope.

I’m going to share my frustration that in spite of 30 years of talking about climate change, we haven’t done very much. If you look at every province, the amount of CO₂ goes up. It’s discouraging. We talk lots. We look good, but now we are the worst of the G7. We get good reports, but there is a lack of motivation or lack of leadership.

It’s obviously only going to change if there are repercussions for not following the plan. Commissioner, are you hopeful, now that we’re reaching a stage where we have a new process under way and we have a new minister, that it’s going to make much difference? Are we going to talk about this 10 years from now and say, “Boy did we ever fail?” What are your thoughts?

Mr. DeMarco: Before answering that question, I want to point out that I’ve been in this position for only a year, but principal Kimberly Leach, who is responsible for the *Lessons Learned* report, as well as many of the prior reports that are an appendix to *Lessons Learned*, is here with us. I’m riding on the coattails of the work that our teams have been doing for the last couple decades. Many of those teams have been led

Le gouvernement du Canada adhère en théorie et dans des lois au principe du pollueur-payeur et de l’internalisation des coûts, mais en pratique, ce n’est pas toujours le cas, surtout si l’ancien propriétaire du site n’est plus une entité financière viable.

Le gouvernement a un rôle important à jouer. Il doit recourir à des plans de fermeture, à des garanties ou à des assurances financières pour que les contribuables ou les collectivités n’aient pas à absorber les coûts financiers ou sociaux découlant de ces sites orphelins.

Comme les lieux historiques, certains sites sont très anciens. Le gouvernement devra malheureusement payer la note parce qu’il a omis, dans le passé, d’appliquer le principe du pollueur-payeur. Nous serons heureux de faire un suivi auprès de votre bureau pour en savoir plus sur le site dont vous parlez à Tuktoyaktuk.

Le président : Avez-vous une autre question, sénatrice Anderson?

La sénatrice Anderson : Non. Merci. J’ai hâte de poursuivre cette discussion avec vous.

Le président : Avant de donner la parole à la sénatrice Galvez pour la deuxième ronde, je veux prendre un moment pour remercier le commissaire. Ses rapports sont assez francs et détaillés. Ils obligent les gens à rendre des comptes. Nous lisons des rapports depuis 30 ans, mais celui-ci est très bon. Je vous remercie, monsieur DeMarco, pour votre travail et votre courage. Vous nous donnez un peu d’espoir.

Je veux vous faire part de ma frustration de constater que, malgré 30 ans de discussions sur le changement climatique, nous n’avons pas fait grand-chose. Dans toutes les provinces, on constate une augmentation des émissions de CO₂. C’est décourageant. On parle beaucoup. On paraît bien, mais notre pays est maintenant le pire du G7. Nous recevons de bons rapports, mais il y a un manque de motivation ou de leadership.

De toute évidence, les choses ne changeront que s’il y a des répercussions pour ceux qui ne suivent pas le plan. Monsieur le commissaire, avez-vous l’espoir, maintenant que nous avons atteint un stade où un nouveau processus est en cours et où nous avons un nouveau ministre, que les choses changeront sensiblement? Allons-nous parler de la question dans 10 ans et dire : « Bon sang, quel échec! » Qu’en pensez-vous ?

M. DeMarco : Avant de répondre à cette question, je tiens à souligner que je n’occupe ce poste que depuis un an, mais la directrice Kimberly Leach, qui est responsable du rapport *Leçons tirées*, ainsi que de nombreux rapports antérieurs qui sont annexés à ce rapport, est ici avec nous. Je m’appuie sur le travail effectué par nos équipes au cours des deux dernières décennies. Bon nombre de ces équipes ont été dirigées par Mme Leach. Je

by Ms. Leach. I wanted to point out that it's somewhat easy for me to be in this position, because we have such an all-star team within our office. I wanted to acknowledge that.

To answer your question, I'm somewhat optimistic. One of the reasons for doing this report on lessons learned was that I was very optimistic as a Canadian student participating in the Rio conference in 1992. Canada was a leader back in 1988 by bringing this issue to the fore, in 1990 with the Green Plan and in 1992 by encouraging other industrial nations to sign on to the climate change and biodiversity conventions.

My degree of optimism has gone down at the same rate the emissions graph has gone up in Canada, but I am a little more optimistic now than I was a few years ago for some of the reasons you just mentioned. We now have net-zero legislation. That's a stronger commitment in the form of laws rather than policies. We have a plan that, at least on paper, will add up later this month to reach our next target. We'll have to analyze that under our new mandate to see whether it does add up.

More importantly, we have seen the environment and sustainable development become mainstream issues across the world, across Canada and across generations. What was perhaps more of a niche issue when I started studying this as a student many decades ago is everywhere now. Even in the time of COVID, which is an emergency, or in the time of armed conflict, you still see the prominence of this week's Intergovernmental Panel on Climate Change, or IPCC, report and the strong word from the Secretary General of the United Nations about the lack of leadership to date on climate change. I'm somewhat optimistic but not naively optimistic.

We do need the Government of Canada and the other countries of the world to implement lesson 6, which is that climate targets need to be backed up by action. We have no shortage of plans in Canada. I have spoken frankly about that, and we have the graph and the exhibit in our report about that. There has been no shortage of plans and good intentions. What is sorely lacking is concrete action and results.

The Chair: We have two senators left. If I could ask both of you, Senator Galvez and Senator Gignac, to give us your questions, and we'll ask the commissioner to answer both at the same time.

Senator Galvez: The government's role is to level the playing field in terms of economics and finances. By giving subsidies to oil and gas, I think we are distorting the market. We see that's

voulais souligner que c'est un peu facile pour moi d'occuper ce poste, parce que nous avons une équipe aussi brillante au sein de notre bureau. Je tenais à le souligner.

Pour répondre à votre question, je suis plutôt optimiste. L'une des raisons sous-jacentes au rapport sur les leçons apprises est que j'étais très optimiste en tant qu'étudiant canadien participant à la conférence de Rio en 1992. Le Canada a été un chef de file en 1988 en mettant cette question à l'avant-plan, en 1990, avec le Plan vert, et en 1992, en encourageant les autres pays industrialisés à signer les conventions sur le changement climatique et la biodiversité.

Mon degré d'optimisme a baissé au même rythme que celui de l'augmentation des émissions au Canada, mais je suis un peu plus optimiste qu'il y a quelques années pour certaines des raisons que vous venez de mentionner. Nous avons maintenant une loi sur la carboneutralité. Un engagement sous forme de loi est plus fort qu'un engagement sous forme de politiques. Nous avons un plan qui, du moins sur papier, s'ajoutera plus tard ce mois-ci pour l'atteinte notre prochain objectif. Nous devons l'analyser dans le cadre de notre nouveau mandat pour voir s'il s'ajoute véritablement.

Fait encore plus important, nous avons vu l'environnement et le développement durable devenir des questions courantes dans le monde entier, au Canada et au-delà des générations. Ce qui était peut-être plus une question intéressant peu de personnes lorsque j'ai commencé à y réfléchir en tant qu'étudiant il y a plusieurs décennies est maintenant sur toutes les lèvres. Même en temps de COVID, qui est une urgence, ou en temps de conflit armé, on constate toute l'attention qu'ont reçu cette semaine le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, ou GIEC, et les paroles fortes du secrétaire général des Nations unies sur le manque de leadership à ce jour en matière de changement climatique. Je suis quelque peu optimiste, mais pas naïvement optimiste.

Il faut que le gouvernement du Canada et les autres pays du monde mettent en œuvre la sixième leçon, à savoir que les objectifs climatiques doivent être soutenus par des actions. Nous ne manquons pas de plans au Canada. J'en ai parlé franchement et notre rapport contient un graphique à ce sujet. Les plans et les bonnes intentions ne manquent pas. Ce qui fait cruellement défaut, ce sont les actions et les résultats concrets.

Le président : Deux sénateurs ont à intervenir. Je prie les deux sénateurs, sénatrice Galvez et sénateur Gignac, de poser leurs questions et nous demanderons au commissaire de répondre aux deux en même temps.

La sénatrice Galvez : Le rôle du gouvernement est d'uniformiser les règles du jeu en matière d'économie et de finances. En accordant des subventions au pétrole et au gaz,

not working. Canada was supposed to get rid of inefficient subsidies. We see that they've added one more to that list, instead of taking any off.

Could you please tell us where we are with getting rid of inefficient subsidies?

The Chair: Senator Gignac, could you add your question?

Senator Gignac: Commissioner, Quebec has a cap-and-trade system, and I think the EU does as well. That includes Norway, which is an oil producer. [Technical difficulties] analyze as a potential thing for Canada that we are an oil producer as well. So far, I think Quebec, California and Ontario are phasing that system out, but the EU is not. If we have to partner with the EU for oil or natural gas supplies down the road, this is something Canada has to analyze. Have you released any studies on that?

The Chair: If you could answer both questions at once, that would be appreciated.

Mr. DeMarco: I'll try to do so quickly, so I don't take any of the time for Mr. Giroux.

Our office, prior to my arrival, looked at fossil fuel subsidies a couple of times. The current government's commitment, at least one iteration of it, is to eliminate fossil fuel subsidies. Sometimes, you see the word "inefficient" associated with it, but in some documents, you don't. You'll have to ask the minister as to whether there is a commitment to get rid of all fossil fuel subsidies or just what they deem to be inefficient ones — however narrowly or expansively they may define them. It is mentioned in the mandate letter, so we'll have to see. We may look at the issue at a meta level again if we see a lack of progress on eliminating fossil fuel subsidies.

Regarding carbon pricing and cap-and-trade specifically, yes, you are correct: Europe, California and Quebec use the cap-and-trade system, and Ontario used to have a cap-and-trade system. It has been eliminated. It's a form of carbon pricing. I would not recommend that governments continue to flip-flop from government to government with the chosen mechanism of carbon tax, then just regulation, then just cap and trade, and then nothing happens because there is so much time spent in the transitions that there is no time then to implement the chosen initiative before the next election cycle.

je pense que nous faussons le marché. Nous voyons que cela ne fonctionne pas. Le Canada était censé se débarrasser des subventions inefficaces. Nous constatons qu'il en a ajouté une de plus à cette liste, au lieu d'en supprimer.

Pouvez-vous nous dire où en est la suppression des subventions inefficaces?

Le président : Sénateur Gignac, pourriez-vous poser votre question?

Le sénateur Gignac : Monsieur le commissaire, le Québec a un système de plafonnement et d'échange, et je pense que l'Union européenne en a un aussi. Cela inclut la Norvège, qui est un producteur de pétrole. [Difficultés techniques] analyse comme une chose potentielle pour le Canada, car nous sommes également un producteur de pétrole. Jusqu'à présent, je pense que le Québec, la Californie et l'Ontario éliminent progressivement ce système, contrairement à l'Union européenne. Si nous devons nous associer à l'Union européenne pour l'approvisionnement futur en pétrole ou en gaz naturel, c'est une chose que le Canada doit analyser. Avez-vous publié des études à ce sujet?

Le président : Merci de répondre aux deux questions en même temps.

M. DeMarco : Je m'efforcerai d'être bref, pour ne pas priver M. Giroux du temps qui lui est alloué.

Avant mon arrivée, notre bureau a examiné les subventions aux combustibles fossiles à quelques reprises. L'engagement du gouvernement actuel, du moins une itération de celui-ci, est d'éliminer les subventions aux combustibles fossiles. Parfois, on voit le mot « inefficace » associé à cela, mais dans certains documents, on ne le voit pas. Vous devrez demander au ministre s'il s'engage à éliminer toutes les subventions aux combustibles fossiles ou seulement celles qu'il juge inefficaces — quelle que soit la nature restrictive ou étendue de la définition qu'il en donne. Cela est mentionné dans la lettre de mandat, donc il faudra voir. Nous pourrions réexaminer la question à un niveau méta si nous constatons un manque de progrès dans l'élimination des subventions aux combustibles fossiles.

En ce qui concerne la tarification du carbone et le système de plafonnement et d'échange, oui, vous avez raison : l'Europe, la Californie et le Québec utilisent le système de plafonnement et d'échange, et l'Ontario avait autrefois un système de plafonnement et d'échange. Il a été éliminé. C'est une forme de tarification du carbone. Je ne recommanderais pas aux gouvernements de continuer à faire volte-face d'un gouvernement à l'autre avec le mécanisme choisi de taxe sur le carbone, puis simplement avec la réglementation, puis avec le système de plafonnement et d'échange, et ensuite rien ne se passe parce que l'on consacre tellement de temps aux transitions qu'il n'y a plus de temps ensuite pour mettre en œuvre l'initiative choisie avant le prochain cycle électoral.

Now that Canada has chosen, through the Greenhouse Gas Pollution Pricing Act, a mechanism that is flexible, that allows for, for example, a carbon levy or a cap and trade system to co-exist — and in Europe they co-exist as well; there are both cap and trade and carbon levy systems in place there — I would not suggest that we start again from scratch on this debate. So much time was lost in talking about the best mechanism that our emissions just kept going up and up while the debate went on endlessly.

The Chair: Thank you, commissioner. Let me thank you on behalf of our committee and all Canadians for the hard work you've done. This is extremely important. I know you must sometimes get discouraged because we're not getting the traction you deserve, but keep it up. This is very, very important. This is very important to our grandchildren and to future Canadians, so thank you for being with us. Thank you, also, to your team for their support in this very important endeavour.

We will now turn to the second panel.

Mr. DeMarco: Thank you for having us. We will be happy to return whenever you would like us to. Thank you and have a good day.

The Chair: You, too. Thank you.

[Translation]

For this second part of the meeting, we welcome Yves Giroux, Parliamentary Budget Officer, from the Office of the Parliamentary Budget Officer. Welcome and thank you for accepting our invitation. We are ready to listen to your presentation. We are mostly interested in your 2021 report on the reduction of greenhouse gases in Canada by 2030 and the issue of the Trans Mountain pipeline. The floor is now yours. We will have questions for you right after your remarks.

Yves Giroux, Parliamentary Budget Officer, Office of the Parliamentary Budget Officer: Thank you very much.

Honourable senators, thank you for the invitation to appear before you today. This is the first time since the start of the 44th Parliament that our office is appearing before this committee.

My office provides independent analysis on the state of the nation's finances, the government's estimates, trends in the Canadian economy, and upon request, estimates the cost of any proposal under Parliament's jurisdiction. Under the Parliament of Canada Act, I am mandated to support Parliament

Maintenant que le Canada a choisi, par le biais de la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre, un mécanisme souple, qui permet, par exemple, la coexistence d'une taxe sur le carbone ou d'un système de plafonnement et d'échange — et en Europe, ils coexistent également; des systèmes de plafonnement et d'échange et de taxe sur le carbone y sont en place — je ne suggérerais pas que nous recommencions à zéro ce débat. Nous avons perdu tellement de temps à discuter du meilleur mécanisme que nos émissions n'ont cessé d'augmenter pendant que le débat se poursuivait sans fin.

Le président : Merci, monsieur le commissaire. Permettez-moi de vous remercier au nom du comité et de tous les Canadiens pour le travail acharné que vous avez accompli. Ce dossier est extrêmement important. Je sais que vous devez parfois vous décourager parce que vous n'obtenez pas l'attention que vous méritez, mais continuez comme ça. C'est très, très important. C'est très important pour nos petits-enfants et pour les futurs Canadiens, alors merci de votre présence. Merci également à votre équipe pour son soutien dans cette entreprise très importante.

Nous passons maintenant au deuxième groupe de témoins.

M. DeMarco : Je vous remercie de nous avoir reçus. Nous reviendrons volontiers quand bon vous semblera. Merci, et bonne journée.

Le président : Pareillement. Merci.

[Français]

Pour cette seconde partie de la réunion, nous accueillons Yves Giroux, directeur parlementaire du budget, du Bureau du directeur parlementaire du budget. Bienvenue et merci d'avoir accepté notre invitation. Nous sommes prêts à entendre votre présentation. Le sujet principal qui nous intéresse est votre rapport de 2021 portant sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre du Canada d'ici 2030 et la question du pipeline Trans Mountain. Vous avez maintenant la parole. Nous aurons des questions pour vous tout de suite après votre allocution.

Yves Giroux, directeur parlementaire du budget, Bureau du directeur parlementaire du budget : Merci beaucoup.

Honorables sénatrices et sénateurs, je tiens à vous remercier de votre invitation à comparaître devant vous aujourd'hui. C'est la première fois que mon bureau est appelé à témoigner devant ce comité depuis le commencement de la 44^e législature.

Mon bureau a pour mission de fournir des analyses indépendantes de la situation financière du pays, des prévisions budgétaires du gouvernement et des tendances de l'économie nationale canadienne, et, sur demande, des estimations du coût de toute mesure proposée relevant de la compétence

by providing economic and financial analysis for the purposes of raising the quality of parliamentary debate and promoting greater budget transparency and accountability.

I am pleased to be here today to discuss the analyses my office has published over the past year that discuss measures with impacts on the environment and energy sectors, including reports about the costs of cleaning Canada's orphaned oil and gas wells, the foregone tax revenue from the energy sector, the economic impacts of achieving Canada's 2030 greenhouse gas reduction commitment and the Trans Mountain pipeline system.

According to our most recent report, the cost of cleaning Canada's orphan oil and gas wells is expected to rise from \$361 million in 2020 to \$1.1 billion by 2025. As of 2020, roughly 36% of all wells in Alberta and Saskatchewan were active, the lowest share in recorded history. Inactive and plugged wells make up roughly 37% of all wells. As the number of orphan wells increases, so does the expected cost for cleaning up environmental liabilities.

[English]

On January 18, we published additional information identifying the federal revenue forgone from tax provisions for the energy sector and agriculture. These are provisions specific to fossil fuel development, including the deduction of resource-related expenses and incentives for liquid natural gas, or LNG, capital investment and the lost revenue from exemptions to the carbon levy for agriculture. We estimate that resource-specific expense claims by oil, gas and coal mining corporations reduced annual federal tax revenue by \$1.8 billion, on average, from 2015 to 2019. Carbon levy exemption for agriculture was worth an estimated \$179 million in 2019 when the levy was \$20 per tonne. This will, of course, rise significantly as the levy increases to \$170 per tonne.

Our June 2021 report *Beyond Paris: Reducing Canada's GHG Emissions by 2030* assessed the impacts of the government's plan to exceed the 2030 reduction target for Canada's greenhouse gas emissions under the Paris Agreement. Increasing the federal fuel charge to \$170 per tonne and tightening the Output-Based Pricing System will help Canada achieve

du Parlement. En vertu de la Loi sur le Parlement du Canada, j'ai pour mandat d'appuyer le Parlement en fournissant des analyses économiques et financières dans le but d'améliorer la qualité des débats parlementaires et de promouvoir davantage de transparence et de responsabilité en matière budgétaire.

Je suis heureux d'être ici aujourd'hui pour discuter des analyses que mon bureau a rendues publiques au cours de la dernière année et qui traitent de mesures ayant des répercussions dans les secteurs de l'environnement et de l'énergie. Je veux parler, notamment, des rapports sur les coûts de nettoyage des puits de pétrole et de gaz orphelins au Canada, des recettes fiscales provenant du secteur de l'énergie dont se prive le gouvernement, des répercussions économiques de l'atteinte des objectifs du Canada en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030 et du réseau pipelinier de Trans Mountain.

Selon notre plus récent rapport sur la question, le coût de nettoyage des puits de pétrole et de gaz au Canada devrait passer de 361 millions de dollars en 2020 à 1,1 milliard de dollars d'ici 2025. En 2020, environ 36 % de tous les puits de l'Alberta et de la Saskatchewan étaient actifs, soit la proportion la plus faible jamais enregistrée. Les puits inactifs et obturés représentent à peu près 37 % de tous les puits. Plus le nombre de puits orphelins augmente, plus le coût prévu pour le nettoyage et le respect des responsabilités environnementales monte.

[Traduction]

Le 18 janvier, nous avons publié des informations supplémentaires sur les recettes auxquelles renonce le gouvernement fédéral en raison de dispositions fiscales s'appliquant aux secteurs de l'énergie et de l'agriculture. Je veux parler plus précisément du coût de dispositions fiscales propres à l'exploitation des combustibles fossiles, notamment de la déduction pour les dépenses liées aux ressources et des mesures visant à encourager l'investissement dans les immobilisations de gaz naturel liquéfié (GNL), ainsi que de la perte de recettes découlant de l'exonération de la taxe sur le carbone s'appliquant à l'agriculture. Nous estimons que les demandes de remboursement de dépenses liées aux ressources par les sociétés pétrolières, gazières et charbonnières ont eu pour effet de réduire les recettes fiscales fédérales annuelles de 1,8 milliard de dollars, en moyenne, de 2015 à 2019. Et nous avons estimé à 179 millions de dollars la valeur de l'exonération de la taxe sur le carbone en 2019, lorsque la taxe était de 20 \$ la tonne. Ce montant grimpera lorsque la taxe passera à 170 \$ la tonne.

Dans notre rapport de juin 2021 intitulé *Au-delà de Paris : Réduire les émissions de gaz à effet de serre du Canada d'ici 2030*, nous avons évalué les effets du plan du gouvernement pour dépasser, d'ici 2030, la cible de réduction des émissions de gaz à effet de serre du Canada en vertu de l'Accord de Paris. L'augmentation de la redevance fédérale sur les combustibles

over half of the 168-megatonne reduction projected in Budget 2021. Nonetheless, significant reductions from less visible non-price policies, which have already been announced, will be needed to reach that objective. Our estimates of the cost of announced non-price policies required to achieve the emissions reduction in Budget 2021 — which is exceeding the Paris target — are based on the assumption that the measures chosen are those with the lowest cost. That is to say, they are inherently optimistic but still represent the equivalent of an additional \$91 per tonne.

In the coming weeks, my office will be releasing new reports that may be of interest to this committee. The first report will provide a distributional analysis of federal carbon pricing under the government's healthy environment and healthy economy plan. We will also be providing analysis of the economic and fiscal impacts of climate change, including assessing impacts at the program level. I would be pleased to present the findings of these reports to you when they are available.

For now, I would be pleased to respond to any questions you may have regarding these reports or other PBO work.

[Translation]

Senator Miville-Dechêne: I have a question about orphan wells. You talked about them and my colleague Paula Simons asked a question about them the other day. Perhaps she consulted one of your reports, or some report on the issue, when she said that, unfortunately, all the federal government funds allocated to Alberta had not been used to subsidize the cleaning of orphan wells. Instead, they were being used to subsidize oil producers who had operating wells that they were closing for cleaning. Once again, we have the feeling that a program has been diverted, I don't know whether that's the proper word, and being used for the profit of entrepreneurs for whom it was not intended.

What do you think about it? Is that right? Have you made any representations about the issue?

Mr. Giroux: Thank you for the question. First of all, I have made no representations about the issue. My role is limited to providing analysis and information. Lobbying and representations are not part of my mandate. This is what I can say about the federal funds that were allocated to repair or plug orphan wells. The federal government announced \$1.7 billion, mostly for Alberta and Saskatchewan, with the goal, at the time, of supporting employment in a sector that was hard hit because

à 170 \$ la tonne et le resserrement du système de tarification fondé sur le rendement aideront le Canada à atteindre plus de la moitié de la réduction de 168 mégatonnes prévue dans le budget de 2021. Pour atteindre cet objectif, il faudra tout de même réduire davantage les émissions, et ce, au moyen de mesures non tarifaires moins visibles déjà annoncées par le gouvernement. Notre estimation du coût des mesures non tarifaires annoncées qui seront nécessaires pour atteindre la réduction des émissions prévue dans le budget de 2021 et dépasser la cible de Paris repose sur l'hypothèse voulant que les mesures adoptées soient celles ayant le plus faible coût. Autrement dit, il s'agit d'une analyse essentiellement optimiste, mais cela représente quand même l'équivalent de 91 \$ de plus par tonne.

Au cours des prochaines semaines, mon bureau rendra publics de nouveaux rapports susceptibles d'intéresser ce comité. Le premier rapport fournira une analyse de répartition de la tarification fédérale du carbone dans le cadre du plan du gouvernement appelé *Un environnement sain et une économie saine*. Nous présenterons également une analyse des répercussions économiques et financières des changements climatiques, notamment une évaluation de ces conséquences sur les programmes. Je me ferai un plaisir de vous exposer les conclusions de ces rapports lorsqu'elles seront disponibles.

Je suis maintenant prêt à répondre à vos questions au sujet des rapports que je viens de mentionner ou d'autres travaux du Bureau du directeur parlementaire du budget.

[Français]

La sénatrice Miville-Dechêne : J'ai une question sur les puits orphelins. Vous en avez parlé, ma collègue Paula Simons a posé une question l'autre jour, peut-être qu'elle a consulté l'un de vos rapports ou un rapport sur cette question, en disant que malheureusement, tous les fonds accordés par le gouvernement fédéral à l'Alberta n'avaient pas servi à subventionner le nettoyage de puits orphelins, mais au contraire, à subventionner des producteurs de pétrole qui avaient des puits et qui les fermaient pour les nettoyer. Encore une fois, on sent qu'un programme a été détourné, je ne sais pas si c'est le bon mot, et il profite à des entrepreneurs à qui il n'était pas destiné.

Qu'est-ce que vous en pensez? Est-ce normal? Avez-vous fait des représentations à ce chapitre?

M. Giroux : Je vous remercie de cette question. Tout d'abord, je n'ai pas fait de représentations à ce chapitre. Mon rôle se limite à fournir des analyses et de l'information. Le lobbying ou la représentation ne fait pas partie de mon mandat. Voici ce que je peux dire sur les fonds fédéraux qui ont été attribués pour réparer ou colmater les puits orphelins : le gouvernement fédéral a annoncé un montant de 1,7 milliard de dollars destiné principalement à l'Alberta et à la Saskatchewan dans le but,

of COVID-19. If the objective was to support employment, we can give the government the benefit of the doubt when it provided funds to profitable companies.

However, if the first objective was not to support employment, but to plug orphan wells, then the federal funds and grants given to profitable companies clearly did not have that objective, did not meet that objective. By definition, orphan wells are wells that belong to no one or whose legitimate owner is bankrupt or not financially viable. So providing funds to be used by profitable companies is a contradiction.

Senator Miville-Dechêne: So what is the answer to the question of whether the program was used to create employment or for orphan wells?

Mr. Giroux: When the government announced the program, it was to support employment in the oil and gas sector in Alberta, in Saskatchewan, and, to a lesser extent, in British Columbia, at a time when COVID-19 was at its height and the price of oil was at a historic low. The price of oil actually went negative for a few hours. The main objective seems to have been to support employment. However, even with that objective in mind, providing grants to profitable companies is not the best way of supporting employment. It would perhaps have been better to plug genuinely orphan wells.

Senator Miville-Dechêne: Thank you, Mr. Giroux.

[English]

Senator Galvez: Thank you for your opening remarks, Mr. Giroux. I'm coming back to the question of subsidies, because we are supposed to be levelling the playing field. The market is distorted by these subsidies that we are giving, and on top of that, they are inefficient. We are not calculating — I follow how much money we give to the fossil fuel industry. Some people say \$3 billion and others say \$12 billion and the reason is because of the definition.

Today we are talking about the natural resources fund that increased the emissions. You talked about the Trans Mountain pipeline and the 70% higher price, and it is a sort of facility that we give to the oil and gas to export petroleum. We gave \$1.7 billion for orphan wells to be capped and they were not.

First of all, are these three things versions of subsidies to the industry so we are picking winners and losers? Second, by doing this, are we changing the principle that is enshrined in our

à l'époque, de soutenir l'emploi dans un secteur qui était déprimé en raison de la COVID-19. Si l'objectif était de soutenir l'emploi, on peut donner le bénéfice du doute au gouvernement ayant fourni ces fonds à des entreprises qui étaient profitables.

Par contre, si l'objectif premier n'était pas de soutenir l'emploi, mais plutôt de colmater des puits orphelins, alors là, l'octroi de fonds fédéraux et de subventions à des entreprises profitables ne visait pas, de toute évidence, cet objectif ou n'a pas atteint cet objectif. Parce que, par définition, des puits orphelins sont des puits qui n'appartiennent à personne ou pour lesquels le propriétaire légitime est en faillite ou n'est pas financièrement viable. Alors, fournir des fonds pour qu'ils soient utilisés par des entreprises qui sont profitables, cela est contradictoire.

La sénatrice Miville-Dechêne : Si le programme était utilisé pour créer de l'emploi ou si c'était pour les puits orphelins, quelle est la réponse?

M. Giroux : Lorsque le gouvernement a annoncé le programme, ce dernier visait à soutenir l'emploi dans le secteur pétrolier de l'Alberta, de la Saskatchewan et, dans une moindre mesure, de la Colombie-Britannique, alors que la COVID-19 battait son plein et que le prix du pétrole était à un creux historique. Le prix du pétrole a même atteint des prix négatifs pendant quelques heures. L'objectif premier semble avoir été de soutenir l'emploi. Toutefois, même avec cet objectif en tête, de fournir des subventions à des compagnies profitables, ce n'est pas la meilleure façon de soutenir l'emploi. Il aurait été peut-être plus avantageux de colmater des puits réellement orphelins.

La sénatrice Miville-Dechêne : Merci, monsieur Giroux.

[Traduction]

La sénatrice Galvez : Monsieur Giroux, je vous remercie de vos remarques préliminaires. Je reviens sur la question des subventions, car nous sommes censés uniformiser les règles du jeu. Les subventions que nous accordons faussent le marché. De plus, elles sont inefficaces. Nous ne calculons pas — je fais le suivi des fonds nous versons à l'industrie des combustibles fossiles. Certaines personnes affirment qu'il s'agit de 3 milliards de dollars et d'autres de 12 milliards; cet écart est dû à la définition.

Aujourd'hui, nous parlons du fond pour les ressources naturelles qui a augmenté les émissions. Vous avez parlé du pipeline Trans Mountain et du prix 70 % plus élevé, et c'est une sorte de réseau que nous fournissons à l'industrie pétrolière et gazière pour exporter du pétrole. Nous avons octroyé 1,7 milliard de dollars au colmatage des puits orphelins, mais ils ne l'ont pas été.

Premièrement, ces trois éléments représentent-ils un type de subventions à l'industrie, de sorte que nous choisissons les gagnants et les perdants? Deuxièmement, ce faisant,

environmental legislation that polluters must pay? In this case, polluters are being paid. Are we on a slippery road to being sued because of incoherence with our own legislation? Thank you.

Mr. Giroux: I am not a lawyer, senator. I cannot determine if we are in the process of being sued, but it is clear that if we have a “polluter pays” principle on the one hand, and on the other hand we are providing government funds to ensure that orphan wells, for example, are being plugged and reclaimed at taxpayers’ expense, it is not fully consistent. It is not the “polluter pays” principle. It is something else. It is the taxpayer-paid plugging and reclamation of specific orphan oil and gas wells. It is inconsistent from that perspective.

With respect to quantifying the amounts of subsidies flowing to the oil and gas sector, it is difficult to agree on a definition of “subsidies.” For example, there are tax references, the write-offs of losses or capital cost allowances that are available to all industries in all sectors, including the oil and gas sector. Should we count that as a subsidy to the oil and gas sector if it’s available to every other business? It’s debatable.

What is easier to determine as a subsidy are tax references that are exclusive to that sector. We have released a report at your request that estimates the value of these tax references that are devoted exclusively or in the vast majority to the oil and gas sector.

The Chair: Do you have a supplementary question, Senator Galvez?

Senator Galvez: You stated in a previous report that the Trans Mountain pipeline is still economically viable, but now that the price jumped to 70% plus, do still think it is still economically viable?

Mr. Giroux: Thank you, senator. Trans Mountain pipeline was deemed to be financially viable when the cost of construction was around \$12 billion. Now that we have additional information from the Trans Mountain Corporation that the cost of construction for the expansion will be above \$20 billion, it jeopardizes the financial profitability of the pipeline.

We don’t have an updated analysis. We have made an information request to the corporation. But if I had to determine or make an assessment right now with the information that’s already in the public domain, I would say it is very unlikely that the Trans Mountain pipeline will be profitable over its lifespan with the information that we have right now.

modifions-nous le principe du pollueur-payeur inscrit dans nos lois environnementales? Dans ce cas-ci, les pollueurs sont payés. Risquons-nous fortement d’être poursuivis en justice en raison de l’incohérence de nos propres lois? Merci.

M. Giroux : Je ne suis pas un avocat, madame la sénatrice. Je ne peux pas déterminer si nous faisons l’objet d’une poursuite, mais il y a clairement un manque de cohérence si, d’une part, nous avons un principe du pollueur-payeur et, d’autre part, nous fournissons des fonds publics pour, entre autres, colmater des puits orphelins et les assainir aux frais des contribuables. Ce n’est pas un système qui est axé sur le principe du pollueur-payeur. C’est autre chose. C’est un système qui colmate et assainit certains puits de pétrole et de gaz orphelins aux frais du contribuable. Il est incohérent de ce point de vue.

En ce qui concerne le calcul de la somme des subventions accordées au secteur pétrolier et gazier, il est difficile de s’entendre sur une définition de « subvention ». Par exemple, il existe des références fiscales, des radiations de pertes ou des déductions pour amortissement dont peuvent se prévaloir toutes les industries dans tous les secteurs, y compris le secteur pétrolier et gazier. Devrions-nous les considérer comme des subventions au secteur pétrolier et gazier si toutes les autres entreprises peuvent en bénéficier? C’est discutable.

Il est plus facile de qualifier de subvention les références fiscales qui sont exclusives à ce secteur. À votre demande, nous avons publié un rapport dans lequel nous estimons la valeur des références fiscales qui sont consacrées exclusivement ou en grande majorité au secteur pétrolier et gazier.

Le président : Sénatrice Galvez, avez-vous une question complémentaire?

La sénatrice Galvez : Vous avez déclaré dans un rapport précédent que le pipeline Trans Mountain était encore économiquement viable, mais pensez-vous toujours que c’est le cas maintenant que le prix a grimpé plus de 70 %?

M. Giroux : Merci, madame la sénatrice. Le pipeline Trans Mountain a été jugé financièrement viable lorsque le coût de construction s’élevait à environ 12 milliards de dollars. Maintenant que nous disposons de renseignements supplémentaires de la part de la société Trans Mountain selon lesquels le coût de construction de l’expansion excéderait 20 milliards de dollars, cela met en péril la rentabilité financière du pipeline.

Nous n’avons pas d’analyse actualisée. Nous avons présenté une demande d’information à la société. Cependant, selon l’information dont je dispose à l’heure actuelle, si je devais faire une détermination ou une évaluation en ce moment avec les renseignements qui sont déjà du domaine public, je dirais qu’il est très peu probable que le pipeline Trans Mountain soit rentable pendant sa durée de vie.

So unless the tolling structure changes or the discount rate used to put a net-present value on the future stream of revenues changes dramatically, I do not believe the Trans Mountain pipeline will be a profitable venture from the government's perspective when it decided to purchase it.

Senator Seidman: Thank you, Mr. Giroux, for what is really relevant and important information you are providing to us this morning.

Budget 2021 proposed to provide \$17.4 million over two years, starting in 2021, to Environment and Climate Change Canada for the establishment of a Canada water agency. More specifically, the allocated funds are meant to:

. . . support work with the provinces and territories, Indigenous peoples, and key stakeholders on the scope of the agency's mandate, including identifying opportunities to build and support more resilient water and irrigation infrastructure.

Now, given that the Canada water agency has not been established and we do not know the scope of its mandate, do you know what work this money is funding? Have you been requested to assess the costs associated with the establishment of the Canada water agency? In your opinion, is this funding too little or enough for the establishment of such an agency? Thank you.

Mr. Giroux: Thank you, senator. I will answer the last question first. Is this is enough funding to establish such an agency? It depends a lot on its mandate. Without having a very clear idea of its mandate, it's very difficult to determine whether that funding will be sufficient. It could be sufficient if it is just an information-gathering entity, or it could be broadly insufficient if that agency will have strong regulatory powers and enforcement powers. It all depends on the specific mandate.

The fact that there is no clarity on its mandate several months after it was announced in the budget is not giving me hope that we will get that clarity in the near future.

Based on my experience — and I've worked on some 20 budgets in my career — when something goes into the budget, there is usually significant levels of detail, especially when an amount of funding is attached to an initiative. There has to be some thought that has gone into setting up and placing a statement of that nature in a budget. That's why I am surprised that we are still not having clarity on that.

Par conséquent, à moins que la structure des droits ne change ou que le taux d'escompte utilisé pour établir la valeur actualisée nette du futur flux de rentrées ne change radicalement, je ne crois pas que le pipeline Trans Mountain sera une entreprise rentable, contrairement à ce que le gouvernement pensait lorsqu'il a décidé de l'acheter.

La sénatrice Seidman : Je vous remercie, monsieur Giroux, de l'information très pertinente et importante que vous nous fournissez ce matin.

Le budget de 2021 propose de fournir un financement de 17,4 millions de dollars sur deux ans, à compter de 2021, à Environnement et Changement climatique Canada afin d'établir une agence canadienne de l'eau. Plus précisément, les fonds alloués visent à :

[...] appuyer les travaux avec les provinces, les territoires, les peuples autochtones et des intervenants clés sur la portée du mandat de l'organisme, ce qui comprend de cerner les possibilités de bâtir et de soutenir une infrastructure hydraulique et d'irrigation plus résiliente.

Étant donné que l'agence canadienne de l'eau n'a pas été créée et que nous ne connaissons pas la portée de son mandat, savez-vous quel travail cet argent finance? Vous a-t-on demandé d'évaluer les coûts liés à la création de l'agence canadienne de l'eau? À votre avis, ce financement est-il insuffisant ou suffisant pour établir une telle agence? Merci.

M. Giroux : Merci, madame la sénatrice. Je vais d'abord répondre à la dernière question. Le financement est-il suffisant pour établir une telle agence? La réponse dépend beaucoup du mandat de l'agence. Sans avoir une idée très claire de son mandat, il est très difficile de déterminer si ce financement sera suffisant. Il pourrait l'être si l'agence est simplement une entité de collecte d'information ou il pourrait être largement insuffisant si l'agence dispose de solides pouvoirs de réglementation et d'exécution considérables. Tout dépend du mandat précis.

Le fait qu'aucune précision n'a été fournie sur le mandat de l'agence plusieurs mois après qu'elle a été annoncée dans le budget ne me porte pas à espérer que nous en obtenions dans un proche avenir.

D'après mon expérience — et j'ai travaillé sur une vingtaine de budgets dans ma carrière —, les initiatives qui sont inscrites au budget sont généralement accompagnées de détails importants, surtout si elles sont liées à un montant de financement. Il faut avoir réfléchi un peu à la question avant d'établir et d'inclure une déclaration de cette nature dans un budget. C'est pourquoi je suis surpris que nous n'ayons toujours pas de précisions à ce sujet.

Have I been asked to look into that? The answer is no, and it's not something that I have considered in great detail given the multiple other demands on my office. I haven't looked at that issue specifically.

The Chair: Do you have a supplementary, Senator Seidman?

Senator Seidman: Thank you. I appreciate your response. I find the comments somewhat disturbing, given that there was \$17.4 million proposed in Budget 2021 and, as you suggest, very little detailed description as to how that would be spent and what the mandate would be, as you also say. I am kind of speechless listening to this, and I am wondering if there is some kind of oversight or some kind of initiative that you would find yourself engaged in, with regard to what is clearly an important agency.

Mr. Giroux: That's a question I did not expect, so I'm not sure how that would fit with my mandate, which is to look at economic and fiscal issues, mostly. I am sure that the Treasury Board Secretariat has an oversight and will be or has already been looking at a Treasury Board submission to establish the agency itself. Beyond that, I'm sorry, I can't offer a more interesting or satisfying answer. I am a bit like you; to see a very specific number like \$17.4 million but still not having details as to the mandate of the agency and its composition, that strikes me as a bit inconsistent with my previous experience.

Senator Seidman: Thank you, Mr. Giroux, for your frankness. I appreciate it.

[Translation]

Senator Gignac: Good morning, Mr. Giroux, and welcome to the committee.

I would like to talk about the macroeconomic effects of the increase in the carbon tax. Next April 1, it is going from \$40 to \$50. I am having difficulty finding the inflationary impact of an increase of \$10 in the carbon tax. It's going to go to \$170 by 2030, according to the government's plan.

My colleague Senator Carignan said that, because of the rising price of oil, there's already a significant increase in prices. If we add in the increase in the carbon tax, there must be an inflationary effect somewhere.

Does that make sense? What is the rule of thumb? I am still looking for it. When inflation was under control, before the pandemic, people did not worry too much about the impact of a \$10 increase in the price of carbon. Now, the world has changed. Because of what is going on in Europe and the price of

M'a-t-on demandé de me pencher sur la question? La réponse est non et, étant donné les multiples autres demandes auxquelles mon bureau doit répondre, ce n'est pas un sujet que j'ai envisagé en détail. Je ne me suis pas penché sur cette question en particulier.

Le président : Avez-vous une question complémentaire, sénatrice Seidman?

La sénatrice Seidman : Merci. Je vous remercie de votre réponse. Compte tenu du financement de 17,4 millions de dollars qui est proposé dans le budget de 2021 et de la description très vague dont vous avez parlé de la façon dont les fonds seront dépensés et du mandat de l'agence, je trouve ces commentaires un peu troublants. Ils m'ont quelque peu interloquée et je me demande si vous finirez par participer à une sorte de surveillance ou d'initiative liée à cette agence clairement importante.

M. Giroux : Voilà une question à laquelle je ne m'attendais pas. Je ne sais donc pas comment cela s'inscrirait dans le cadre de mon mandat, qui consiste principalement à examiner des questions économiques et fiscales. Je suis certain que le Secrétariat du Conseil du Trésor exerce un rôle de surveillance et qu'il examinera ou a déjà examiné une présentation au Conseil du Trésor visant à établir l'agence elle-même. Au-delà de cela, je suis désolé, mais je ne peux pas vous donner une réponse plus intéressante ou plus satisfaisante. Je suis un peu dans la même situation que vous; d'après mon expérience, il me semble un peu incohérent de voir un chiffre très précis comme 17,4 millions de dollars, mais de ne toujours pas avoir de détails sur le mandat de l'agence et sa composition.

La sénatrice Seidman : Je vous remercie de votre franchise, monsieur Giroux. Je l'apprécie.

[Français]

Le sénateur Gignac : Bonjour, monsieur Giroux, et bienvenue à ce comité.

J'aimerais parler des effets macro-économiques de la hausse de la taxe du carbone. On passe de 40 à 50 \$ au 1^{er} avril prochain. J'ai de la difficulté à trouver, quelque part, quel est l'impact inflationniste d'une hausse de 10 dollars de la taxe sur le carbone. On s'en va à 170 \$ d'ici 2030, selon le plan du gouvernement.

Mon collègue le sénateur Carignan a mentionné qu'en raison de la hausse du prix du pétrole, on a déjà une hausse importante des prix. Si on ajoute à cela la hausse de la taxe sur le carbone, quelque part, il doit y avoir un effet inflationniste.

Est-ce substantiel, quelle est la règle du pouce? Je la cherche encore. Pour chaque 10 dollars de hausse du prix du carbone, l'impact sur l'inflation, lorsqu'elle était sous contrôle, avant la pandémie, le monde ne s'en inquiétait pas trop. Maintenant, le monde a changé. Puis en raison de ce qu'il se passe en Europe et

commodities, including wheat, could your office talk to us about that a little more? I feel that you are in one of the best, and most independent, positions to do so.

Thank you.

Mr. Giroux: Thank you, Senator.

I do not have the figures at hand, but when we determined the economic impact on employment by sector, I believe that we also determined the effect of inflation.

I can certainly send it to the committee in writing after my appearance. However, we found that the economic impact on the GDP will be negative, to the tune of about 1.4%. Some sectors will experience greater impacts, specifically transportation and, of course, oil and gas.

However, there are positive outcomes for electricity generation. The increase in the price on carbon will result in electrification and decarbonization, which will benefit the electricity sector.

As for the specific question about the inflationary effect, clearly there will be an impact on inflation, but I do not believe it will be a major one. In any case, it will not be of the scale we are seeing these days because of supply chain problems and the price of commodities. I can send you that in writing.

Senator Gignac: For academic purposes, when you do these studies and analyses, you basically assume the price of gas at about \$75 per barrel. If you updated the same study today, assuming a price of \$100 or \$125 for the next 10 years, does the result stay in proportion, or can it change?

I suspect that the impact could be very different.

Mr. Giroux: That is an excellent question, Senator.

We have reworked the scenarios with different prices of oil. It was a little lower in 2020 and 2021 and then it increased gradually to stabilize at \$75 to \$80 per barrel, I believe. If we redid those same simulations with a per-barrel price of \$100, \$120, \$140, the impact on reducing greenhouse gases would clearly be greater.

However, it does not stay in proportion. Some prices that combine the carbon tax and the price of oil have little effect — say, with the price on carbon of \$10, \$20 or \$30 per tonne. If you add it to a much higher price of oil, clearly, the impact on greenhouse gases is much more significant. It is not perfectly linear; a major cumulative effect has to be added.

du prix des matières premières, dont le blé, est-ce que votre bureau — qui je pense est l'un des mieux placés et des plus indépendants sur le sujet — pourrait nous en parler un peu plus?

Merci.

M. Giroux : Merci, monsieur le sénateur.

Je n'ai pas les chiffres sous les yeux, mais lorsqu'on a déterminé l'impact économique sur l'emploi et par secteur, je crois qu'on a aussi déterminé l'aspect inflationniste.

C'est quelque chose que je pourrais certainement faire parvenir au comité par écrit à la suite de ma comparution. Ce qu'on a trouvé, par contre, c'est que l'impact économique sera négatif d'environ 1,4 % sur le PIB, et que certains secteurs subiront des impacts plus prononcés, notamment le secteur du transport, du pétrole et du gaz, évidemment.

Cependant, il y a des retombées positives dans la génération de l'électricité. La hausse du prix sur la tarification du carbone entraînera une électrification et une décarbonisation, ce qui sera favorable au secteur de l'électricité.

Pour ce qui est de la question précise sur l'aspect inflationniste, c'est clair qu'il y aura un impact sur l'inflation, mais je ne crois pas qu'il sera très fort — en tout cas, pas de l'ampleur de ce qu'on voit ces jours-ci en raison des problèmes dans les chaînes d'approvisionnement et du prix des matières premières. Je peux vous faire suivre cela par écrit.

Le sénateur Gignac : Au plan intellectuel, dans le fond, quand vous faites ces études et analyses, vous vous appuyez sur le prix du pétrole, par exemple 75 \$ le baril. Est-ce symétrique ou le résultat peut-il changer si la même étude était mise à jour aujourd'hui, en supposant un prix de 100 ou 125 \$ pour les dix prochaines années?

Je soupçonne que l'impact pourrait être fort différent.

M. Giroux : C'est une excellente question, monsieur le sénateur.

Il est évident que, si on refaisait les scénarios avec les prix du pétrole différents, ce qu'on a fait avec un prix du pétrole qui variait et qui était un peu plus bas en 2020-2021, et qui augmente progressivement pour se stabiliser — je crois, autour de 75 à 80 \$ le baril — si on refaisait ces mêmes simulations avec un prix du baril à 100, 120, 140 \$ le baril, on aurait des impacts beaucoup plus importants sur la réduction des gaz à effet de serre.

Cependant, ce n'est pas symétrique. Il y a des prix liés à la tarification sur le carbone combinés aux prix du pétrole qui ont peu d'effet — on le voit avec la tarification sur le carbone de 10, 20 ou 30 \$ la tonne —, qui n'ont pas beaucoup d'impact. Si on ajoute cela à un prix du pétrole qui est beaucoup plus élevé, les impacts sur les gaz à effet de serre sont évidemment

Senator Gignac: Thank you.

Senator Carignan: Senator Gignac has asked some of the questions I had, but let me go back to the carbon exchange issue.

In the public information I receive, at least, from what I hear from the Government of Quebec, the carbon exchange, the cap and trade system, in Quebec seems to be working. The tax in the rest of Canada does not seem to be working.

Have you done a comparative, cost-benefit analysis of the two systems, the exchange as opposed to the tax?

Mr. Giroux: No, Senator, unfortunately, I have not done a comparative analysis.

However, when we do our analyses based on the federal government's plans, meaning a progressive increase in the price on carbon, we are of the opinion that all provinces are meeting the federal standards. The federal government has determined that the program in effect in Quebec and in British Columbia, for example, is, in broad terms, similar in its objectives to the federal program.

All that to say that we consider the plan to be generally consistent with what the federal government is imposing. However, we have not done a comparative analysis to determine whether the results in the program in effect in Quebec and British Columbia are different from the federal system for governments that have no price on carbon.

Senator Carignan: Accepting that you have not done an analysis, which factors could explain the change, off the top of your head, without analysis? There are various factors, because the exchange price is lower now.

So how do we explain that the exchange. . . Perhaps I will ask you a question in writing, since we can do that, and send you the analysis. But, off the top of your head, if you attempted an answer, what would the distinction be?

Mr. Giroux: The distinction is that the economy is differently structured in each administration. For example, some have a carbon exchange and are less dependent on the extraction and use of fossil energy. That can explain why those administrations decided to adopt a carbon exchange.

beaucoup plus importants. Ce n'est pas parfaitement linéaire, il y a un effet composé important qui s'ajoute.

Le sénateur Gignac : Merci.

Le sénateur Carignan : Une partie des questions que j'avais a été posée par le sénateur Gignac, mais je reviens sur la question de la bourse.

Lorsqu'on reçoit de l'information publique, en tout cas, de ce que j'entends du gouvernement du Québec, notamment, la bourse du carbone ou le système de plafonnement et d'échange au Québec semble fonctionner. La taxe dans le reste du Canada ne semble pas fonctionner.

Avez-vous fait une analyse comparée des deux systèmes par rapport aux coûts-bénéfice de la bourse par rapport à la taxe?

M. Giroux : Non, monsieur le sénateur, malheureusement je n'ai pas fait d'analyse comparative.

Par contre, lorsqu'on fait nos analyses selon les plans du gouvernement fédéral, le régime de tarification continu du carbone — puisque le gouvernement fédéral a déterminé que le régime en vigueur au Québec et en Colombie-Britannique, par exemple, est grosso modo similaire dans ses objectifs à ce qui existe au régime fédéral —, on considère que l'ensemble des provinces répondent aux normes fédérales.

Tout cela pour dire que l'on considère que c'est un plan qui est en général cohérent avec ce qui est imposé par le fédéral. Cependant, on n'a pas d'analyse comparative pour déterminer s'il y a des différences de résultats entre ce qui est en vigueur au Québec et en Colombie-Britannique et le système en place dans le régime fédéral pour les administrations qui n'ont pas de tarification sur le carbone.

Le sénateur Carignan : Même si vous n'avez pas fait d'analyse, y a-t-il des éléments qui pourraient expliquer ce changement, sans faire une analyse, mais de façon spontanée? Des éléments distincts, parce que le prix est plus bas à l'heure actuelle en ce qui concerne la bourse.

Donc, comment expliquer que la bourse — et je vais peut-être vous poser une question par écrit et vous envoyer l'analyse, comme on peut vous poser des questions —, mais selon vous, de façon spontanée, si on tentait une réponse, quelle serait la distinction?

M. Giroux : La distinction est que la structure de l'économie est différente dans les administrations, par exemple, qui ont une bourse sur le carbone et qui sont moins dépendantes de l'extraction et de l'utilisation des énergies fossiles. Cela peut expliquer pourquoi ces administrations ont décidé d'adopter une bourse sur le carbone.

Quebec and British Columbia do not do a lot of fossil fuel extraction. There is some in British Columbia but very little in Quebec because of the hydroelectric generation. That may be why those provinces have chosen to adopt a carbon exchange.

As for the statement that the carbon tax is not working, perhaps the results have not yet been conclusive because the price on carbon per tonne of carbon emitted, or its equivalent, has been low. But I am not ready to say that it has been a failure.

The Chair: Not yet, anyway.

Mr. Giroux: Right. It's not a resounding success, but as the carbon tax increases, I believe that the transition will be more clearly seen, with sources of energy that are less carbon intensive.

[English]

Senator McCallum: In the report on the Trans Mountain pipeline, it says:

The Government's decision to acquire, expand, operate, and eventually divest of the Trans Mountain Pipeline System continues to be profitable. However, the profitability of the assets is highly contingent on the climate policy stance of the federal government and on the future utilization rate of the pipeline

With the federal government owning Trans Mountain pipeline, does this affect the government's climate policy stance? Is there a conflict of interest here? Thank you.

Mr. Giroux: That's a good question. It's difficult for me to determine whether it's a conflict of interest because the government is multi-faceted. It has many objectives at once. To say that because it owns a pipeline at the same time as it wants to reduce carbon emissions constitutes a conflict of interest would mean that the government is probably in many other situations of conflict of interest.

But, with the recent information that was provided by the corporation that is responsible for owning and expanding the Trans Mountain pipeline suggesting that the construction costs have risen by over 70%, it is now quite clear that this pipeline, if and when the government decides to sell it, will be very difficult to sell at a profit. It's very likely that the government will have to sell it at a cost that will not allow it to recoup the costs it has incurred so far by acquiring and expanding it unless other factors change significantly, for example, if the tolling — so the prices

Puisque le Québec et la Colombie-Britannique ne font pas beaucoup d'extraction d'énergie fossile — la Colombie-Britannique un peu, mais au Québec, il y a très peu d'extraction d'énergie fossile comme l'électricité est générée à partir de ressources hydrauliques — c'est peut-être pour cela que les provinces ont choisi d'adopter une bourse sur le carbone.

Quant à l'affirmation que la taxe sur le carbone ne fonctionne pas, peut-être que les résultats n'ont pas encore été probants parce que le prix pour le carbone par tonne de carbone émise ou l'équivalent était bas, mais je ne suis pas prêt à dire que c'était un échec.

Le président : Pas encore, en tout cas.

M. Giroux : C'est ça. Ce n'est pas un succès retentissant, mais au fur et à mesure que la taxe sur le carbone va augmenter, je crois que la transition sera davantage visible par des sources d'énergie moins intenses en carbone.

[Traduction]

La sénatrice McCallum : On peut lire ceci dans le rapport sur le pipeline Trans Mountain :

La décision prise par le gouvernement du Canada d'acquérir, d'agrandir, d'exploiter puis d'un jour céder les actifs du réseau de pipelines Trans Mountain demeure profitable. Toutefois, la rentabilité des actifs dépend fortement de la position du gouvernement fédéral à l'égard du climat et du taux d'utilisation de la capacité du pipeline.

Le fait que le gouvernement fédéral est propriétaire du pipeline Trans Mountain a-t-il une incidence sur sa position à l'égard du climat? Y a-t-il un conflit d'intérêts dans ce dossier? Merci.

M. Giroux : C'est une bonne question. Il m'est difficile de déterminer s'il s'agit d'un conflit d'intérêts, car le gouvernement a de multiples facettes. Il poursuit de nombreux objectifs en même temps. Si le fait de posséder un pipeline et de vouloir réduire les émissions de carbone constitue un conflit d'intérêts, cela signifie que le gouvernement se trouve probablement dans de nombreuses autres situations de conflit d'intérêts.

Cependant, compte tenu des renseignements récemment fournis par la société qui possède le pipeline Trans Mountain et qui est chargée de son expansion et selon lesquels les coûts de construction ont augmenté de plus de 70 %, il est maintenant très clair que, si jamais le gouvernement décide de vendre ce pipeline, il sera très difficile de le vendre à profit. Il est très probable que le gouvernement devra le vendre à un prix qui ne lui permettra pas de récupérer les coûts qu'il a engagés jusqu'à présent pour l'acquérir et l'agrandir, à moins que d'autres

that producers have to pay to use the pipeline — goes up significantly or other revenue-generating factors increase significantly.

The climate policy stance that you were referring to in our previous report is an indication as to whether the government intends on favouring the production of oil in the future or not. That will obviously have an impact on the profitability of the Trans Mountain pipeline. If the government was to favour more oil production in the decades to come, then there will be a bigger volume of oil to be transported by Trans Mountain.

Conversely, there could be more than enough capacity to transport the reduced oil production, and that could lead to some unused capacity on the pipeline, reducing its profitability.

The Chair: Do you have a supplementary question, Senator McCallum?

Senator McCallum: What is the federal government's constitutional jurisdiction and responsibility with respect to orphan oil and gas wells in different provinces?

Mr. Giroux: I'm not a constitutional expert. I find that topic interesting but not to the point of devoting my career to that. However, based on my understanding, I think the exploitation of natural resources is a provincial jurisdiction when it's onshore, certainly, but people who are more qualified in that field are probably better placed than me to determine that.

Senator McCallum: Thank you.

Senator Anderson: In a report entitled *Inuvialuit Settlement Region: Drilling Sumps Failure and Climate Change Report* dated March 30, 2021, they identified 153 sumps on Government of Northwest Territories lands, 69 on private Inuvialuit lands and 7 on unknown lands. There were concerns expressed regarding the degrading permafrost containing drilling waste sump as being of high concern.

In your report, you identified the cost for Alberta and Saskatchewan. Has there been any costing for the Northwest Territories of orphaned oil and gas wells or sumps?

Mr. Giroux: Thank you, senator. We were faced with an issue that is unfortunately not uncommon when we try to assess the impacts in Northern regions of Canada. Usually there is a lack of solid, reliable information in many areas. For example, when we try to assess the long-term fiscal sustainability of governments across the country, it's more difficult to assess the

facteurs ne changent considérablement, notamment la forte augmentation des droits — c'est-à-dire les prix que les producteurs doivent payer pour utiliser le pipeline — et d'autres facteurs de génération de revenus.

La position du gouvernement à l'égard du climat que vous avez mentionné dans notre précédent rapport est une indication de son intention de favoriser ou non la production de pétrole à l'avenir. Elle aura évidemment des répercussions sur la rentabilité du pipeline Trans Mountain. Si le gouvernement favorise une hausse de la production de pétrole dans les décennies à venir, le volume de pétrole à transporter par le pipeline Trans Mountain sera plus important.

À l'inverse, il pourrait y avoir une capacité plus que suffisante pour transporter la production réduite de pétrole, ce qui pourrait entraîner une certaine capacité inutilisée du pipeline et ainsi réduire sa rentabilité.

Le président : Avez-vous une question complémentaire, sénatrice McCallum?

La sénatrice McCallum : Quelles sont la compétence constitutionnelle du gouvernement fédéral et sa responsabilité en ce qui concerne les puits de pétrole et de gaz orphelins dans les différentes provinces?

M. Giroux : Je ne suis pas un expert constitutionnel. Je trouve ce sujet intéressant, mais pas au point d'y consacrer ma carrière. Toutefois, je crois comprendre que l'exploitation des ressources naturelles relève de la compétence provinciale. C'est certainement le cas lorsqu'il s'agit d'activités terrestres, mais des gens plus qualifiés dans ce domaine sont probablement mieux placés que moi pour le déterminer.

La sénatrice McCallum : Merci.

La sénatrice Anderson : Dans un rapport intitulé *Inuvialuit Settlement Region: Drilling Sumps Failure and Climate Change Report* et daté du 30 mars 2021, on a identifié 153 bassins à boue sur les terres publiques des Territoires du Nord-Ouest, 69 sur les terres privées des Inuvialuit et 7 sur des terres inconnues. Des craintes ont été soulevées au sujet de la dégradation du pergélisol contenant des bassins à boues de forage, qui est une source de grande inquiétude.

Dans votre rapport, vous avez indiqué le coût pour l'Alberta et la Saskatchewan. A-t-on établi le coût des puits de pétrole et de gaz orphelins et des bassins à boue dans les Territoires du Nord-Ouest?

M. Giroux : Merci, madame la sénatrice. Nous avons été confrontés à un problème qui, malheureusement, survient souvent lorsque nous essayons d'évaluer les répercussions dans les régions nordiques du Canada. Habituellement, il y a un manque d'informations concrètes et fiables dans de nombreux domaines. Par exemple, lorsque nous essayons d'évaluer

fiscal sustainability of individual territorial governments, so we have to lump them all together.

When it comes to orphan wells, my understanding is that the funding allocated by the federal government for that issue was for Saskatchewan, B.C. and Alberta. I'm not aware that there was any funding allocated for the territories. So if that is the case, I don't think we got information to that effect, nor did we get information on orphan wells in the Northwest Territories, Nunavut or the Yukon.

Senator Anderson: If I were to follow this up with you so that information was advanced forward, how would I go about doing this?

Mr. Giroux: You can certainly send me an email or we can communicate by phone.

Senator Anderson: Thank you. That is much appreciated.

Senator Arnot: I was going to ask a question on orphan wells, which has already been covered thoroughly, so I don't have a question now.

The Chair: Okay. Senator Galvez, we are on second round.

Senator Galvez: Mr. Giroux, I was at COP26 last November. I saw so much development in clean, renewable energy. Canada is behind in this area in spite of the fact that so many people have mapped where we can do solar, wind, tide and hydro.

Have you tried to measure or calculate — if we give part of the subsidies that we give to the oil and gas towards renewable energy — how that will impact our emissions? Because as you said, everybody says we are laggards, we don't attain any of our targets so we have to do something very quickly. Have you attempted to do that estimate? If not, will you mind doing it if I ask? Thank you.

Mr. Giroux: Senator Galvez, when you ask me something, it's always a pleasure to do it. But more seriously, we haven't attempted to estimate that because it's very difficult to try to estimate how much emissions reduction would be generated by investing in resources or in technologies that are new, are not yet fully tested or not implemented on a larger scale. And not being climate specialists ourselves, or technology specialists in each and every one of these fields, it would require a lot of expertise

la viabilité financière à long terme des gouvernements provinciaux et territoriaux, il est plus difficile d'évaluer la viabilité financière des gouvernements territoriaux individuels, de sorte que nous devons les regrouper.

En ce qui concerne les puits orphelins, je crois comprendre que les fonds alloués par le gouvernement fédéral à cette fin étaient destinés à la Saskatchewan, à la Colombie-Britannique et à l'Alberta. Je ne suis pas au courant de fonds alloués aux Territoires du Nord-Ouest. Si c'est le cas, je ne pense pas que nous ayons reçu d'information à cet effet ou sur les puits orphelins dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et au Yukon.

La sénatrice Anderson : Si je voulais faire un suivi auprès de vous pour faire avancer l'information, comment devrais-je m'y prendre?

M. Giroux : Vous pouvez certainement m'envoyer un courriel ou nous pouvons communiquer par téléphone.

La sénatrice Anderson : Merci. Je l'apprécie grandement.

Le sénateur Arnot : J'allais poser une question sur les puits orphelins qui a déjà été répondue en détail, je n'ai donc pas de question maintenant.

Le président : Très bien. Sénatrice Galvez, nous commençons le deuxième tour.

La sénatrice Galvez : Monsieur Giroux, j'ai assisté à la COP26 en novembre dernier. J'ai vu tant de développement dans le domaine des énergies propres et renouvelables. Le Canada accuse du retard dans ce secteur, bien que beaucoup de gens aient cartographié les endroits où nous pouvons produire de l'énergie solaire, éolienne, marémotrice et hydroélectrique.

Avez-vous essayé de mesurer ou de calculer les répercussions qu'il y aurait sur nos émissions si nous accordions au secteur des énergies renouvelables une partie des subventions que nous accordons au secteur pétrolier et gazier? Comme vous l'avez dit, tout le monde dit que nous traînons de la patte et que nous n'atteignons aucun de nos objectifs, nous devons donc faire quelque chose très rapidement. Avez-vous essayé de faire cette estimation? Si ce n'est pas le cas, pourriez-vous le faire si je vous le demandais? Merci.

M. Giroux : Sénatrice Galvez, c'est toujours un plaisir d'effectuer quelque chose que vous me demandez de faire. Cependant, plus sérieusement, nous n'avons pas essayé de faire cette estimation parce qu'il est très difficile d'essayer d'estimer la réduction des émissions qui découlerait de l'investissement dans les ressources ou les technologies qui sont nouvelles, qui n'ont pas encore été entièrement éprouvées ou qui n'ont pas été mises en œuvre à grande échelle. De plus, étant donné que

that we don't have when we try to estimate the potential revenue or the potential emissions reduction that would be generated by investing specific amounts in these sectors.

That's one of the elements that is not in our reports. We don't factor in new technological developments or potential productivity enhancements that would arise from these new technologies if they were to become widely adopted or implemented, even in a smaller risk bank.

I admit that's one of the shortfalls of our report because it's very difficult to put an amount on unknown or untested technologies.

The Chair: Thank you.

[Translation]

Senator Carignan: Let me return to the issue of orphan wells. I find it a little bizarre that the government would create a program to compensate for, or assist in, the closure of orphan oil wells when, by definition, they are not orphan. So does the program define what an orphan well is, in order to at least exclude existing companies that are operating? Can we be sure that a well belongs to or is associated with a company that has shut down or gone bankrupt and whose administrators can no longer be found?

Mr. Giroux: I don't have the specific criteria for the program at hand. We did ask for information from the government when we estimated the impact of that amount. We gathered information from provincial regulatory agencies and found that, from one administration to another, the definition of what constitutes an orphan well varies, if I may put it diplomatically. Some administrations consider that an orphan well is a well that is not in production. I don't have the exact definitions, but the definitions vary greatly from one region to another for obvious reasons. They favour certain sectors of the economy and they ensure that companies receive government assistance to do things that should be done anyway by virtue of the obligations that regulate them.

So your point is quite valid, Senator. It is bizarre to provide that kind of funding to companies that were, and still are, financially viable. As I mentioned earlier, the objective was probably to support employment rather than to plug orphan wells.

nous ne sommes pas des climatologues ou des spécialistes de la technologie dans chacun de ces domaines, il faudrait beaucoup d'expertise que nous ne possédons pas pour essayer d'estimer les revenus potentiels ou la réduction potentielle des émissions qui découleraient de l'investissement de montants précis dans ces secteurs.

C'est l'une des informations qui ne figurent pas dans nos rapports. Nous ne tenons pas compte des nouveaux développements technologiques ou des améliorations potentielles de la productivité qui découleraient de l'adoption ou de la mise en œuvre à grande échelle de ces nouvelles technologies, même dans une petite banque à risque.

J'admets que c'est l'une des lacunes de notre rapport, car il est très difficile de chiffrer des technologies inconnues ou non éprouvées.

Le président : Merci.

[Français]

Le sénateur Carignan : Je reviens encore sur la question des puits orphelins. Je trouve un peu bizarre que le gouvernement crée un programme pour compenser ou aider la fermeture des puits de pétrole orphelins lorsque, par définition, ils ne sont pas orphelins. Donc, est-ce que le programme définit ce qu'est un puits orphelin, afin d'exclure, au moins, les compagnies qui existent, qui sont fonctionnelles, et pour être certains que le puits appartient ou dépend d'une compagnie qui a fermé ou fait faillite et dont on ne retrouve plus les administrateurs?

M. Giroux : Je n'ai pas les critères précis du programme sous les yeux. Nous avons fait une demande de renseignements auprès du gouvernement lorsque nous avons estimé les répercussions de ce montant. On s'est informé auprès des agences réglementaires provinciales et il y a des définitions qui varient — je peux dire cela de façon diplomatique — d'une administration à l'autre quant à ce qui constitue un puits orphelin. Certaines administrations considèrent qu'un puits orphelin est un puits qui n'est pas en production. Je n'ai pas les définitions exactes, mais les définitions varient grandement d'une région à l'autre pour des raisons évidentes, pour favoriser certains secteurs de l'économie et pour s'assurer que des compagnies reçoivent de l'aide du gouvernement pour faire des choses qui devraient être faites, de toute façon, en vertu de leurs obligations réglementaires.

Donc, votre point est tout à fait valide, monsieur le sénateur. Il est bizarre d'avoir fourni ce type de financement à des compagnies qui étaient et qui sont toujours financièrement viables. L'objectif, comme je l'ai mentionné plus tôt, était probablement de soutenir l'emploi plutôt que de colmater des puits orphelins.

Senator Carignan: Is it possible to send us the federal government's various definitions? Once again, we have a government that says one thing but does another. If I say I want to subsidize the closing or plugging of orphan oil wells, and I later allocate those funds for something else, it's important to point out that disconnect.

Mr. Giroux: Yes. We can send you that through the committee.

The Chair: Thank you very much, Mr. Giroux. You clearly play a very important role on behalf of parliamentarians. The energy area is very important for the future of our country and of our planet. We very much appreciate the studies that you have led. You are clearly going to be continuing to provide us with good information. Thank you very much and we look forward to seeing you soon.

Thank you, colleagues. That ends today's session. Thank you for your participation and for the excellent questions. The meeting is adjourned. Thank you.

(Meeting adjourned.)

Le sénateur Carignan : Est-ce que c'est possible de nous envoyer les différentes définitions du gouvernement fédéral? Encore une fois, on a un gouvernement qui dit quelque chose, mais qui fait autre chose. Si je dis que je veux aider à subventionner la fermeture ou le colmatage des puits de pétrole orphelins, et que, par la suite, j'accorde ces fonds pour autre chose, il y a une dichotomie qu'il est important de soulever.

M. Giroux : Oui. On peut vous envoyer cela par l'entremise du comité.

Le président : Merci beaucoup, monsieur Giroux. Vous jouez, de toute évidence, un rôle très important du côté des parlementaires. Le domaine de l'énergie est un élément très important pour l'avenir de notre pays et de notre planète et nous apprécions beaucoup les études que vous avez menées. Évidemment, vous continuerez de nous fournir de bons renseignements. Merci beaucoup et à la prochaine.

Merci, chers collègues, cela met fin à la séance d'aujourd'hui. Merci de votre participation et merci pour les très bonnes questions. La séance est levée. Merci.

(La séance est levée.)
